

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



LA RECONSTRUCTION DE L'ALLEMAGNE APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE : LES RAISONS DU SUCCÈS

Maj M.E.G.S. Faulkner

JCSP 42

Master of Defence Studies

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2016.

PCEMI 42

**Maîtrise en études de la
défense**

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2016.

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES
JCSP 42 – PCEMI 42
2015 – 2016

MASTER OF DEFENCE STUDIES – MAÎTRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE

LA RECONSTRUCTION DE L'ALLEMAGNE APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE : LES RAISONS DU SUCCÈS

Maj M.E.G.S. Faulkner

“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

Word Count: 17 110

“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”

Compte de mots: 17 110

TABLE DES MATIÈRES

Tables des matières	i
Sommaire	ii
Introduction	1
Chapitres	
1. Institutions politiques et éducation	6
1.1 Institutions politiques	7
1.1.1 Contexte politique	8
1.1.2 Gouvernance	10
1.1.3 Concentration ethnique et religieuse	12
1.1.4 Blocus de Berlin	15
1.1.5 Élections	18
1.1.6 Conclusion	20
1.2 Éducation	21
1.2.1 Conclusion	26
2. Sécurité	27
2.1 Forces constabulaires	28
2.2 Maintien des frontières	32
2.3 Défense européenne	35
2.4 Conclusion	40
3. Économie	42
3.1 Influence soviétique	43
3.2 Plans d'aide	46
3.3 Système bancaire	52
3.4 KfW, le levier économique	53
3.5 Implication allemande	56
3.6 Conclusion	58
Conclusion	60
Bibliographie	64

SOMMAIRE

Ce mémoire démontrera que l'Allemagne s'est sortie de sa situation précaire par la combinaison de quatre éléments principaux que sont les institutions politiques, l'éducation, la sécurité et l'économie. Ces éléments combinés avec le capital immatériel ainsi que le désir d'autonomie du peuple allemand ont fait en sorte que le pays a réussi à redevenir une puissance européenne. Les résultats obtenus de ce travail peuvent servir à façonner l'approche des plans de reconstruction modernes ou des missions de paix dans des états fragilisés.

INTRODUCTION

Suite à la Première Guerre mondiale, l'Allemagne fut obligée, à contrecœur, de signer le traité de Versailles. Le traité a humilié le peuple allemand et ce n'est que sous la menace de relancer la guerre que l'Allemagne a accepté d'apposer sa signature. Le plan était de détruire les capacités militaires et de faire rembourser les dommages de la guerre aux Allemands sans plan de reconstruction. Le traité fut même jugé excessif par la Grande-Bretagne (GB) et les États-Unis (É-U). C'est au travers de cette rancune et cette frustration de vaincus que les nazis ont conduit leur pays vers une autre guerre¹. La Deuxième Guerre mondiale fut désastreuse pour l'humanité, après que des millions de personnes aient péri et que des villes entières soient détruites. Un grand chantier s'est mis en branle pour tenter de faire renaître l'Allemagne de ses cendres. La souffrance était palpable, autant du côté des vainqueurs que des vaincus. En Europe, principal champ de bataille, les dégâts étaient omniprésents, tant au niveau humanitaire que matériel. Du côté des perdants, pour la deuxième fois depuis le début du siècle, l'Allemagne fut défaite. Sa capitulation militaire fut totale, le gouvernement nazi était dissout et son économie s'était complètement effondrée. Pourtant, c'est en 1945 qu'a été le début de l'un des plus fameux et ambitieux plan de reconstruction d'une nation de l'ère moderne. En quatre années, ce pays est passé d'une dictature à une démocratie. À la fin des années 1950, l'Allemagne a réussi à se hisser au rang de leader industriel, le taux de chômage est descendu à des niveaux inespérés et le pays est devenu le moteur économique de l'Europe. Le marché mondial s'était ouvert aux produits allemands et les dettes étrangères contractées durant la reconstruction se faisaient rembourser en avance sur le programme².

¹ Larousse, traité de Versailles, consulté le 18 avril 2016, http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/trait%C3%A9_de_Versailles/148669

² Lothar Komp, « How Germane Finaced its Postwar Reconstruction », EIR volume 26, juin 25, 1999, p.41.

Après constatation de cette réussite, une question se pose; comment peut-on expliquer un tel succès?

C'est à cette question centrale que ce mémoire va chercher à répondre. L'histoire ne se répète pas intégralement, mais en analysant la réussite de la reconstruction de l'Allemagne, on peut certainement y retrouver des leçons apprises. Ces éléments peuvent s'appliquer à des plans de reconstruction modernes ou des missions de paix dans des états fragilisés³.

Cet essai se veut une réflexion sur la relance et la reconstruction de l'Allemagne. Il va y être établi que les différents plans d'aide étrangers ont aidé à la reprise économique, mais cela n'a pas été le facteur le plus significatif. Ce n'est pas uniquement en raison du plan Marshall ou, comme certains l'ont appelé le « miracle économique » allemand, que ce pays vaincu est devenu la puissance européenne.

Ce mémoire va démontrer que le succès allemand a été accompli par la combinaison de quatre éléments principaux que sont les institutions politiques, l'éducation, la sécurité et l'économie. La réussite de ces facteurs clefs a été atteinte grâce à la combinaison du capital immatériel ainsi qu'avec le désir d'autonomie du peuple allemand. Dans ce cas, on peut représenter le capital immatériel comme « étant un facteur clé de succès d'une entreprise, d'une économie, ou plus largement, d'une nation⁴ », ces facteurs ne sont pas tangibles, physiques ou comptabilisables. Ce sont un « ensemble d'actifs comme le capital humain, social, l'attractivité, la compétitivité, la stabilité, la qualité des institutions, l'innovation et la recherche scientifique, la

³ Ce travail ne portera pas sur cette question spécifique, par contre ce mémoire serait pertinent pour un essai concernant l'adaptation de l'expérience allemande à un plan de reconstruction.

⁴ Soufiane Kherrazi, Repenser l'économie à partir du capital immatériel, consulté le 3 avril 2016, <https://www.contrepoints.org/2014/08/12/176772-repenser-leconomie-a-partir-du-capital-immateriel>

qualité de la vie et de l'environnement, et bien d'autres⁵ ». Ce sont ces actifs intangibles qui seront pris en ligne de compte dans l'analyse des quatre éléments principaux. Ils seront pris en considération pour chaque terme afin de ressortir leur implication au niveau de la reconstruction de l'Allemagne.

L'analyse se concentrera principalement sur l'Allemagne de l'Ouest. Cette portion a été initialement séparée en trois zones administrées par la France, la GB et les É-U. Ces trois zones d'occupation alliées se sont vues officiellement amalgamées en 1949⁶ sous le nom de République fédérale d'Allemagne (RFA). Ce travail présentera les principales réussites en Allemagne, quelle que soit la zone administrative, étant donné que les meilleures leçons apprises de chaque zone ont été appliquées aux autres territoires. L'ensemble de l'Allemagne sera analysé afin de faire ressortir les éléments pertinents au succès de la reconstruction. De ce fait, les actions distinctes de chacun des pays alliés seront analysées collectivement, car les succès des uns se sont reflétés dans les autres zones par la suite.

L'approche utilisée sera sur une analyse des quatre grands termes afin de démontrer leur implication dans la réussite de la relance. Les parties institutions politiques et éducation seront regroupées dans le premier chapitre afin d'harmoniser la structure de ce travail. Dans ce premier chapitre, on présentera le contexte qui régnait à la fin de la guerre avec le rôle de l'Union soviétique sur les alliés durant le blocus de Berlin. Ce blocus a fait réaliser l'importance de l'Allemagne pour les alliés et a démontré la persistance des Allemands à résister au communisme. En fin de compte, l'Allemagne a reçu plus de pouvoirs politiques pour finalement avoir sa propre élection démocratique. L'homogénéité ethnique et religieuse Allemagne a permis

⁵ Ibid.

⁶ Larousse, République fédérale d'Allemagne, consulté le 29 mars 2016, <http://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Allemagne/104884>

d'éviter des conflits ainsi que d'appuyer leurs chefs de partis politiques qui supportaient ardemment la démocratie. Les élections démocratiques en RFA ont permis de démontrer le besoin d'indépendance des Allemands et le rejet des forces antidémocratiques. Concernant l'éducation, les alliés ont partiellement abandonné l'idée d'utiliser les centres pédagogiques comme moyen d'inculquer de force la démocratie aux Allemands en raison du peu de succès de la propagande nazie sur les jeunes. La mise en place d'un curriculum général axé sur la démocratie ainsi que sur le développement des idées avec une éducation enseignée et dirigée par les Allemands a été bénéfique. La résilience de la population, ainsi que le capital intellectuel et structurel déjà présent en Allemagne, ont été importants pour garantir la réussite de la mise en place d'un système d'éducation efficient.

Le deuxième chapitre portera sur la sécurité. Il y sera démontré que l'emploi de forces constabulaires pour rétablir l'ordre en Allemagne ainsi que l'intégration rapide d'Allemands à l'intérieur des forces de sécurité fut essentiel pour rétablir l'ordre. Le maintien des frontières fut crucial pour assumer la souveraineté territoriale et la stabilité dans le pays. Finalement, la nécessité d'établir un système de défense robuste contre une possible invasion soviétique va permettre à l'Allemagne de, non seulement rétablir une nouvelle armée, mais aussi de gagner considérablement d'autonomie pour retrouver sa place dans l'échiquier décisionnel européen. Le dernier chapitre sur l'économie va prouver que l'influence soviétique a permis de tempérer les ardeurs en ce qui a trait à la dénazification pour se concentrer sur la reconstruction. Les programmes d'aide humanitaire et les plans de relance ont mis en place les conditions nécessaires à une reprise; c'est cependant en raison des connaissances financières et du désir d'autonomie des Allemands que la véritable reprise a eu lieu. Le principal instrument d'investissement fut la banque centrale allemande qui, sous une gouvernance indépendante, a

permis de développer l'économie du pays selon les priorités des Allemands. La compétence et les connaissances financières des Allemands furent essentielles à une relance économique durable et autonome. La dernière partie du mémoire sera la conclusion qui résumera l'essentiel de ce travail et qui aura prouvé les principales raisons du succès de la relance de l'Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale. Dans un premier temps, le contexte politique sera présenté afin d'établir l'environnement et les forces impliquées dans la reconstruction à la fin de la guerre.

1. INSTITUTIONS POLITIQUES ET ÉDUCATION

« Nous avons gagné la guerre en Allemagne. Laissez-nous maintenant gagner la paix. »

Field Marshal Montgomery, 8 mai 1945⁷

Après la guerre, plusieurs Européens survivaient avec moins de 1000 calories par jour, les deux puissances européennes que sont la France et l'Angleterre n'avaient que très peu de temps devant eux afin de remédier à la situation⁸. En plus de devoir prendre soin de leur population, de réintégrer leur personnel militaire dans leur société, on leur demandait également de s'occuper des vaincus. En dépit des objectifs des gouvernements d'occupation, la remise en place d'une institution politique, gouvernementale et académique n'était pas considérée comme étant prioritaire pour certains Allemands et pays alliés. Cependant, les gouvernements militaires en place en Allemagne et certains membres influents allemands comprenaient parfaitement qu'à moyen et long terme, il était essentiel de rétablir les systèmes d'institution et d'éducation pour garantir la réussite de la reconstruction. Il sera démontré que capital immatériel que les Allemands possédaient et leur désir d'autonomie ont joué un rôle crucial autant au niveau politique avec l'adoption d'un système démocratique que dans la gestion de l'éducation du pays en raison de leurs connaissances académiques.

La première partie de ce chapitre englobera les institutions. Il y sera présenté le contexte politique ainsi que les caractéristiques sociales et ethniques présentes en Allemagne qui ont fait en sorte de faciliter la mise en place d'un appareil gouvernemental efficace. Il y sera démontré que le blocus de Berlin a accéléré le regroupement de zones administratives alliés sous un

⁷ Traduction de « We have won the German war. Let us now win the peace ». Christopher Knowles, « The British Occupation of Germany, 1945–49 », *The RUSI Journal*, Volume 158, numéro 6, 2013, p. 85.

⁸ Second World War, Consulté le 8 décembre 2015, <http://www.theguardian.com/world/2009/sep/11/second-world-war-rebuilding>

contrôle allemand. En second lieu, la réforme de la remise en service du système d'éducation sera analysée. Cet aspect était considéré comme une composante importante de la démocratisation en Allemagne. La crainte d'une génération perdue va pousser les alliés à s'assurer de remettre le système éducationnel en marche le plus rapidement possible. Pour commencer, la remise en place d'institutions sera exposée.

1.1 Institutions politiques

Dans cette section, plusieurs aspects seront examinés afin de démontrer les raisons et les besoins de la remise en place des institutions politiques. Dans un premier temps, le contexte politique de la fin de la guerre sera exposé. Il sera établi que l'Union soviétique à ce moment était un joueur dominant et un partenaire dans la reconstruction de l'Allemagne de même que la dénazification était un élément essentiel de l'après-guerre. Par la suite, la gouvernance exposera l'importance d'impliquer les Allemands dans les institutions politiques afin de justifier la présence d'alliés au sein de la gouvernance. Suivra la démonstration que la concentration ethnique et religieuse en Allemagne a été un élément qui a grandement facilité la mise en place d'institutions politiques en raison de l'homogénéité de la population et de l'absence de conflit interne dans la nation qui aurait pu faire dérailler la mise en place d'élection. Le blocus de Berlin, de son côté, renforcera l'importance de l'Allemagne pour les alliés et permettra aux Allemands d'attester leur attirance envers la démocratie. En fin de compte, cet incident sera un catalyseur pour le pays en ce qui a trait au rétablissement d'un pouvoir politique accru. En terminant, les élections en RFA ont permis d'unir sous un gouvernement allemand central les trois zones administratives des alliés. L'élection d'un gouvernement pro démocratique donna

l'occasion aux Allemands de choisir leur chancelier et de prendre le véritable contrôle de la RFA. Le contexte politique sera maintenant développé afin de comprendre la situation initiale.

1.1.1 Contexte politique

Plusieurs conférences et rencontres ont eu lieu avant et après la défaite allemande. Les deux principales conférences qui ont décidé du sort initial de l'Allemagne ont été celles de Yalta et Potsdam. Les trois principaux chefs des alliés y ont participé, soit le président des États-Unis (É-U), Franklin D. Roosevelt, le premier ministre de l'Angleterre, Winston Churchill, ainsi que le président de l'Union soviétique, Joseph Staline. Ces réunions ont établi les balises des actions à entreprendre avec l'Allemagne. Ces rencontres ont établi les paramètres de la partition de l'Allemagne ainsi que sa gouvernance. Cette compréhension est importante, car elle démontre les lignes directrices de la reconstruction de l'Allemagne et la façon que l'on s'attendait de la gouverner et de la reconstruire.

La première conférence a eu lieu du 4 au 11 février 1945 à Yalta en Crimée. Les trois chefs alliés étaient présents et c'est pendant cette conférence qu'il a été décidé qu'à la suite de la défaite de l'Allemagne, ce pays serait divisé en trois zones d'occupations et administré par les É-U, la France, l'Angleterre et l'Union soviétique. Berlin allait également être divisé en zones, mais rien ne concernait son accès malgré que Berlin était profondément en zone soviétique⁹. Il est à noter que la France n'était pas représentée à cette conférence et ne devait pas avoir une zone administrative.

⁹ Encyclopædia Britannica Academic, « Yalta Conference », Consulté le 7 décembre 2015, <http://academic.eb.com/EBchecked/topic/651424/Yalta-Conference>.

Initialement, les alliés se sont entendus à ce qu'ils ne fournissent aux Allemands que le strict minimum pour les besoins de base, que toute l'industrie militaire soit abolie et confisquée ainsi que les criminels de guerre seraient jugés à une cour internationale, plus tard la cour de Nuremberg¹⁰.

Au niveau de la gouvernance politique pour l'Allemagne, il y avait des divergences d'opinions entre les alliés. Le plan initial était de mettre en place un gouvernement provisoire représenté par des éléments démocratiques de la population. Aussitôt que possible, des élections libres devraient avoir lieu avec un gouvernement élu selon la volonté du peuple¹¹.

Deux mois après la défaite de l'Allemagne, il y a eu lieu la conférence de Potsdam. Signée le 26 juillet 1945, elle confirmait le démantèlement du Troisième Reich et la séparation entre l'Allemagne et l'Autriche. Le désarmement et la dénazification étaient considérés l'une des priorités à effectuer après la défaite Allemande. On s'est entendu également à ce que l'Allemagne s'auto gouverne dans un proche avenir.

À ce moment, on prenait encore en compte que l'Union soviétique allait continuer de coopérer durant l'occupation étant donné que cette dernière était encore un allié important. La France n'était pas présente aux conférences, mais Staline avait quand même accepté que cette dernière reçoive une zone administrative. Cependant, elle devait provenir d'une partie des zones de la GB et les É-U. Malgré son rôle restreint dans ces deux principales conférences, la France a été le pays qui a démontré le plus de résistance à ce que l'Allemagne se reconstruise et redevienne une puissance européenne.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Ibid.

1.1.2 Gouvernance

Après près de 12 ans sous une dictature nazie, promouvoir et instaurer une démocratie étaient un immense défi. Il ne restait pratiquement plus de structure politique ou de gouvernement en place en Allemagne. En effet, le Troisième Reich avait ordonné, dans les derniers jours de la guerre, de détruire toute trace du gouvernement en détruisant les relevés officiels¹² et les directives du parti¹³. Les forces d'occupation ont dû rétablir une bonne partie de la structure gouvernementale, car celle du parti nazi ne devait plus être gardée.

Au niveau de la gouvernance, il était prévu que l'Allemagne devait être gouvernée comme une entité singulière par un gouvernement central qui aurait fait les mêmes fonctions ministérielles que Berlin. En réalité, chaque zone d'occupation se comportait indépendamment l'une de l'autre durant les deux premières années. La France bloquait toute tentative d'unifier les pouvoirs sous une administration unique¹⁴. De son côté, l'Union soviétique avait ses propres intentions cachées; soit celui d'intégrer l'Allemagne de l'Est dans son empire. La base initiale du gouvernement a été celle d'un gouvernement militaire établi par les alliés. Afin d'avoir le soutien de la population et une légitimité, l'on a rapidement intégré des Allemands dans cette organisation¹⁵. C'est dans cet état gouvernemental décentralisé et désynchronisé que l'on devait partir afin de rétablir un gouvernement légitime. Cette confusion était la même au sein des pays alliés, car la politique interne, la gouvernance militaire et les besoins réels en Allemagne divergeaient parfois de priorités.

¹² Richard Breitman, « U.S. Intelligence and the Nazis. Cambridge: Cambridge University Press », 2005, p. 138-139.

¹³ History, Genocide, consulté le 23 février 2016, <http://www.history.co.uk/study-topics/history-of-ww2/genocide>

¹⁴ Christopher Knowles, « The British Occupation of Germany, 1945–49 », *The RUSI Journal*, Volume 158, numéro 6, 2013, p. 85-86.

¹⁵ Norbert Muhlen, « Review of The United States in Germany, 1944-1955 », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Sage Publications Inc, p. 169–171

Après l'occupation, il n'y a pas eu de résistance armée en Allemagne; la population acceptait son sort et la défaite. La majeure partie des Allemands et des forces d'occupation s'entendaient sur le point que le régime nazi avait été illégitime¹⁶. La dictature nazie avait perdu toute légitimité et était discréditée au sein même de la population. L'administration militaire en place a été prudente dans son approche et a fait en sorte d'éviter une guerre civile ou d'être illégitime au sein de la population. Des mesures de reconstruction se devaient d'être positives et de créer de la prospérité. Montgomery avait déclaré après la guerre que tout le pays est dans un tel gâchis que la seule façon de le redresser est d'engager directement les Allemands¹⁷. L'on désirait que le peuple allemand ne soit pas tenté de prendre les armes et de s'engager dans une autre guerre civile afin d'améliorer leur situation ou de renverser le gouvernement militaire transitoire. Leur implication était essentielle dans le plan de reconstruction afin de garantir le succès. La remise en service d'institutions politiques permettait d'impliquer les Allemands dans l'avenir de leur pays.

Les premières nominations officielles qui n'étaient pas du gouvernement d'occupation se sont faites au niveau des dirigeants locaux. On tentait, en premier lieu, de trouver des sympathisants antinazis sur qui l'on pouvait faire confiance afin de les faire participer dans la nouvelle administration. On désirait remplir les postes de bas niveau de gouvernance en premier pour ensuite laisser le peuple élire leur propre dirigeant régional. Après la guerre, une grande majorité des Allemands étaient favorables à la fin du régime totalitaire nazi. Les alliés n'avaient pas de difficulté à trouver du personnel qui voulait s'impliquer dans le système gouvernemental et qui démontrait de la rancune contre l'ancien parti d'Hitler¹⁸.

¹⁶ Christopher Knowles, « The British Occupation of Germany, 1945–49 », p. 87.

¹⁷ *Ibids.*, p. 87.

¹⁸ Norbert Muhlen, « Review of the United States in Germany, 1944-1955 », p. 171.

Toutefois, il était difficile de ne pas trouver des représentants locaux qui n'avaient pas été impliqués d'une manière comme d'une autre avec les nazis. C'est pour cela qu'une certaine latitude a été accordée afin de choisir du personnel compétent malgré une certaine implication avec les nazis. Le procès de Nuremberg et la dénonciation avaient permis d'épurer les candidats suspects. En rétrospective, le choix des membres du gouvernement n'avait pas été aussi assaini que ce que l'on croyait. Le magazine allemand Der Spiegel a publié en 2012 un article concernant une liste que le ministre allemand de l'intérieur a été dans l'obligation de rendre publique. Cette liste comprenait les noms d'anciens membres en règle d'organisations nazies durant le règne d'Hitler qui se sont retrouvés à des positions clés au sein du gouvernement de l'Allemagne après la guerre. Il y avait plus de 27 personnes, tous partis confondus, qui ont été des membres du cabinet ministériel, dont un ancien président et un chancelier¹⁹. Cette révélation vient en quelque sorte entacher le processus de sélection des membres parlementaire en Allemagne qui se voulait anti nazi. À cette époque, ce fut un risque calculé que les alliés ont assumé afin de remettre le pouvoir aux Allemands.

Malgré tout, la mise en place graduelle de dirigeants issue de la population fut responsable du succès du gouvernement militaire de transition sans rébellion et a permis aux Allemands de retrouver le contrôle de leurs institutions de gouvernance.

1.1.3 Concentration ethnique et religieuse

Au niveau des réfugiés, l'Allemagne de l'Ouest s'est retrouvée à la fin de la guerre avec une population de plus en plus grande. Il y a également eu une migration ainsi qu'un

¹⁹ Der Spiegel, From Dictatorship to Democracy: The Role Ex-Nazis Played in Early West Germany, consulté le 16 avril 2016, <http://www.spiegel.de/international/germany/from-dictatorship-to-democracy-the-role-ex-nazis-played-in-early-west-germany-a-810207.html>

déplacement massif de la population ethniquement allemande de l'Europe vers l'Allemagne. Dans certains cas, la population fuyait les zones où l'Armée rouge avait pris le contrôle. Cette dernière avait une très mauvaise réputation et terrorisait la population ainsi que les anciens soldats allemands déçus. Vers la fin de la guerre, la majeure partie des territoires anciennement occupés par le Troisième Reich ont entamé une expulsion ethnique des minorités indésirables, en particulier ceux d'origines germaniques²⁰. Plus de 12 millions de personnes d'origine allemande se sont vues forcées de quitter leur résidence à la fin et après la guerre²¹. Plusieurs de ces personnes, bien qu'elles fussent des résidents dans d'autres pays depuis plusieurs générations, se sont retrouvées dans la catégorie d'expulsés vers l'Allemagne sans explication. Ce déplacement de personnes a fait en sorte que l'Allemagne est devenue sous représentée en matière multiethnique. Certains pays limitrophes étant incapables de nourrir leur peuple se servaient du prétexte allemand afin de réduire le nombre de personnes à nourrir en les forçant à s'exiler en Allemagne.

Cette concentration d'individus d'origine et de langue allemande a facilité la reconstruction. En effet, tous étaient dans une situation similaire. Ces personnes se sont majoritairement regroupées afin de faire face à des problèmes similaires, c'est-à-dire subvenir à leur besoin de base et rebâtir leur pays. La langue était commune et la religion était sensiblement la même, soit le christianisme²². Il n'y avait pas de division religieuse ou ethnique qui aurait pu causer des conflits internes ou déstabiliser l'établissement d'un début de gouvernance. Les chefs religieux ont joué un rôle d'influence, autant sur la population que sur les gouvernements militaires en place. Ils avaient gardé leur système hiérarchique et possédaient un système de

²⁰ Second world war, Consulté le 8 décembre 2015, <http://www.theguardian.com/world/2009/sep/11/second-world-war-rebuilding>

²¹ Pertti Ahonen, « On Forced Migrations: Transnational Realities and National Narratives in Post-1945 (West) Germany », *German History* 32, no. 4: 599-614, p. 599-600.

²² West Germany, consulté le 17 avril 2016, http://www.newworldencyclopedia.org/entry/West_Germany

taxes d'églises leur permettant de mettre en place des centres communautaires, des hôpitaux et de construire des églises²³. Les dirigeants religieux ont permis de faire le pont entre la population et les gouvernements militaires à plusieurs égards en tempérant les frustrations qui pouvaient survenir. En ce sens, l'homogénéisation du peuple allemand a facilité la mise en place d'un gouvernement. Ces personnes avaient le même sentiment d'impuissance face à leur situation, mais étaient foncièrement résilientes, décidées à se sortir de cette situation peu enviable. Elles étaient convaincues qu'un gouvernement antidémocratique tel que l'ancien parti nazi ne fonctionnait pas. L'élite allemande qui plus tard s'est fait élire comme membre des partis politiques aux élections était convaincue que la démocratie était la voie de l'avenir. La population a adopté cette vision et s'est identifiée à ces leaders pros démocratiques.

En contrepartie, la population ne s'est pas retrouvée totalement hétérogène. En effet, certains exilés se sont retrouvés dans les parties rurales de l'Allemagne où la population existante était très homogène et xénophobe à leur égard. Face à ces difficultés d'intégration, une partie de ces personnes déplacées et réfugiées se sont organisées en groupe de pression politique qui comptait à une certaine période plus de deux millions de membres. Ce groupe a utilisé plusieurs moyens afin de faire valoir leur point de vue et priorité à l'aide de manifestations, propagandes dans les médias et publications partisans²⁴. Ce groupe a initialement créé un fort sentiment nationaliste à leur cause qui commençait à gagner en popularité et avait l'appui d'autre organisation moins revendicatrice. Ce groupe ne fut pas sans rappeler la montée au pouvoir des parties d'extrême droite et l'on craignait de voir l'apparition de groupe nécessitant une contre insurrection. Heureusement, une fois l'amélioration de la situation économique et de la qualité de

²³ Germany, ethnic groups, consulté le 16 avril 2016, <http://www.britannica.com/place/Germany/Ethnic-groups#toc58006>

²⁴ Pertti Ahonen, « On Forced Migrations: Transnational Realities and National Narratives in Post-1945 (West) Germany », p. 600-601.

vie en Allemagne, les partisans ont peu à peu délaissé ce groupe et son influence est devenue marginale.

Cette homogénéisation de la population au point de vue religieux, de la langue ainsi que du style de vie européen a grandement facilité la mise en place de services à la population ainsi que d'avoir un système parlementaire commun. L'environnement social de l'Allemagne n'était pas un facteur de division au sein du peuple ce qui a empêché les conflits. L'accent était sur l'avancement commun du pays plutôt vers la démocratie plutôt que sur la division entre groupes ethniques ou religieux. Les Allemands se devaient de faire preuve d'indépendance et de détermination afin de redresser leur situation économique et politique. Le meilleur moyen de contrôler leur destinée était de contrôler l'appareil gouvernemental. Le blocus de Berlin allait donner l'occasion aux Allemands de démontrer leur détermination et leur résistance face au communisme.

1.1.4 Blocus de Berlin

Ce blocus a été une tentative de l'Union soviétique de limiter l'accès à la France, la GB et aux É-U à leur secteur d'occupation à Berlin. La relation entre l'Union soviétique et les trois autres occupants de l'Allemagne s'était sensiblement détériorée depuis la fin de la guerre. D'une part, le discours de Winston Churchill concernant le rideau de fer en mars 1946 avait marqué l'Union soviétique²⁵. Ce discours enflamma Staline qui n'était déjà pas partisan du Plan Marshall qui selon lui transformait l'ouest de l'Allemagne de l'Ouest en secteur capitaliste.

²⁵ History, Churchill Delivers Iron Curtain Speech, consulté le 26 mars 2016, <http://www.history.com/this-day-in-history/churchill-delivers-iron-curtain-speech>

En 1947, la Russie a porté des accusations à savoir que les alliés violaient l'accord de Potsdam avec la création d'une monnaie unique, le Deutsche Mark (DM). Par la suite, les Soviétiques se sont retirés du conseil de contrôle allié²⁶ pour finalement mettre en place un blocus. L'administration Truman aux E-U était convaincue que laisser Berlin aux Soviétiques signifiait perdre l'Allemagne au complet. Il avait déclaré qu'une défaite des institutions libres, quel que soit l'endroit, constituait une défaite partout²⁷. Laisser le champ libre à l'Union soviétique aurait été perçu comme une capitulation des alliés face à Staline. Le 12 mai 1949, les Soviétiques ont finalement réalisé l'inefficacité du blocus²⁸. L'opinion publique avait largement condamné le blocus où plus de deux millions de personnes étaient directement touchées²⁹. Pendant le blocus, la perception externe des Allemands a changé, ils sont passés d'anciens nazis en victimes du régime de Staline. En raison de leur sacrifice et de leur privation, les Allemands de Berlin Ouest ont démontré leur support envers les alliés, leur désir de survivre et de participer à la reconstruction d'une démocratie.

Le blocus de Berlin a accéléré la reconstruction de l'Allemagne afin de contrer une possible invasion soviétique. Par contre, il faut se rappeler que l'Union soviétique était perçue comme un allié pendant la guerre jusqu'en 1946. Ces derniers avaient travaillé de concert avec les É-U et la GB contre Hitler et le Japon. La séparation de l'Allemagne avait été faite d'un accord commun. En réalité, c'est plutôt la France qui avait tenté à plusieurs reprises de limiter les plans de reconstruction en Allemagne³⁰. La France a longtemps résisté à considérer l'Allemagne comme un allié. De Gaulle ne voulait pas de gouvernement centralisé en Allemagne et tentait

²⁶ Allied Control Council

²⁷ Traduction libre de « a defeat of free institutions anywhere is a defeat everywhere », Milestones: 1945–1952, « Kennan and Containment, 1947 », consulté le 13 décembre 2015, <https://history.state.gov/milestones/1945-1952/kennan>

²⁸ Berlin, National capital, consulté le 17 avril, <http://www.britannica.com/place/Berlin>

²⁹ Heinrich Winkler, Histoire de l'Allemagne, XIXe-XXe siècle, Fayard, Paris, p. 575.

³⁰ Christopher Knowles, « The British Occupation of Germany, 1945–49 », p. 87-88.

d'imposer ses plans aux alliés³¹. Quoiqu'elle fût une alliée, politiquement la France était celle qui était la plus réticente à redonner l'autonomie à l'Allemagne.

En rétrospective, le régime totalitaire russe était bien connu, entre autres des É-U. En février 1946, l'ambassadeur des É-U avait alerté son pays sur la propension de Staline à trouver un ennemi pour justifier sa politique interne et externe. Il avait également recommandé que la politique étrangère des É-U envers l'Union soviétique soit ferme et vigilante afin de contenir leur influence³². Si en surface l'on tentait de s'accommoder de son voisin soviétique, la réalité est que l'on s'en méfiait au plus haut point. C'était maintenant dans l'intérêt des alliés de s'assurer d'une plus grande autonomie politique de l'Allemagne. Vouloir contrôler à tout prix les décisions et imposer une domination de vainqueur sur les vaincus pourrait conduire l'Allemagne à possiblement tenter un rapprochement avec l'Union soviétique si les conditions de gouvernance devenaient plus avantageuses. De plus, la population allemande ne désirait pas sortir d'un gouvernement totalitaire nazi pour se retrouver sous un gouvernement militaire à long terme. Il était donc essentiel de trouver un compromis afin d'intégrer l'Allemagne dans un système politique démocratique autonome.

La fin du blocus a été un élément catalyseur sur l'autonomie politique de l'Allemagne. En effet, quelques semaines seulement après la réouverture des frontières avec Berlin, les trois gouverneurs alliés ont signé un accord donnant significativement plus de pouvoirs à l'assemblée municipale berlinoise ainsi qu'au magistrat en place. Tous les « organismes municipaux et

³¹ Raymond Poidevin et Bariéty Jacques, *Les Relations Franco-Allemandes, 1815-1975*, Armand Colin collection, Paris, 1977, p. 326.

³² Milestones: 1945–1952, « Kennan and Containment, 1947 », consulté le 13 décembre 2015, <https://history.state.gov/milestones/1945-1952/kennan>

autorités de la ville exercent désormais les trois pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire³³ ». Certains domaines tels que le désarmement, les forces de l'ordre, le système bancaire ou la politique étrangère restaient encore sous le gouvernement militaire. Par contre, cet accord a été un avancement tangible au point de vue de l'autonomie du peuple allemand sur sa propre destinée. La fin du blocus a coïncidé avec l'entrée en vigueur de la constitution en Allemagne centralisant officiellement la gouvernance des trois zones alliées sous une république à régime parlementaire³⁴. En quelque sorte, les Soviétiques ont permis aux Allemands de prouver leur ténacité et volonté de faire partie d'une démocratie. Le peuple allemand avait confirmé leur soif d'autonomie et de désir de tourner la page sur une partie sombre de leur histoire. Les sacrifices démontrés durant le blocus pour les Berlinoises ont eu comme conséquence d'unir les Allemands vers un but commun de liberté et d'une volonté de choisir leur destinée. Mettre en place des élections n'était plus une possibilité, mais une nécessité pour l'Allemagne.

1.1.5 Élections

Avant la prise du pouvoir d'Hitler, l'Allemagne avait vécu dans un système politique basé sur la démocratie. Entre 1918 et 1933, le système politique en place était celui de la République de Weimar³⁵ qui était un gouvernement démocratique basé sur des élections aux quatre ans. Ce n'est qu'en 1933, avec l'arrivée d'Hitler, que le système politique a changé³⁶. La grande dépression avait permis de chasser la démocratie de l'Allemagne; la fin de la Deuxième

³³ Elise Julien et Robert Frank, Les rapports Franco-Allemands à Berlin. Édition Harmattan, Paris, 1999, p.149

³⁴ Allemagne : institutions, consulté le 4 mai 2016, http://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Allemagne%C2%A0_institutions/104885

³⁵ The Weimar Republic

³⁶ The Weimar Republic (1918 - 1933), consulté le 12 avril 2016, https://www.bundestag.de/htdocs_e/artandhistory/history/parliamentarism/weimar

Guerre mondiale lui a permis d'y revenir. De ce fait, il est plus facile de mettre en place un système politique qui a déjà existé préalablement que de vouloir en instaurer un dans un pays où il n'y a jamais existé.

Durant la période de 1945 à 1949, le pays avait été divisé et contrôlé par diverses entités. L'Allemagne n'était pratiquement pas représentée comme une seule entité et une seule voie. En 1949, les trois zones de l'Ouest ont été combinées pour former officiellement la RFA. Des élections démocratiques ont eu lieu en août 1949 et la première réunion du parlement fédéral³⁷ eut lieu en septembre 1949, ce qui était considéré comme un nouveau début pour la RFA³⁸. Plus de 72 pour cent des Allemands ont voté pour un des trois grands partis démocratiques et seulement six pour cent pour le parti communiste. Le premier chancelier fédéral a été Konrad Adenauer du parti chrétien-démocrate³⁹. Le résultat était très significatif, car il validait les efforts faits par les alliées et l'adoption massive par les Allemands d'une dictature à une démocratie en seulement quatre ans.

Les alliés se réjouissant en majeure partie de l'avancement démocratique de l'Allemagne de l'Ouest ainsi que des avancées économiques et politiques que ce pays a démontrées. Dans un contexte de guerre froide grandissante, une Allemagne forte pouvait servir de zone tampon avec le reste de l'Europe. Cependant, au début des années 1950, une majorité de Français craignaient que des sentiments de revanche se réveillent au sein de l'Allemagne et qu'une répétition de l'après-Première Guerre mondiale ait lieu. La France cherchait à s'assurer « d'un équilibre de

³⁷ German Bundestag

³⁸ 1949: the birth of modern German democracy, consulté le 2 avril 2016, <http://www.thelocal.de/20150910/bonn-1949-the-birth-of-the-bundestag>

³⁹ Christopher Knowles, « The British Occupation of Germany, 1945–49 », p. 86.

forces entre les deux pays »⁴⁰, c'est-à-dire réduire la reconstruction de l'Allemagne afin que celle-ci soit moins influente et développée que la France afin de garder un avantage en Europe. On voyait d'un mauvais œil un retour à l'autonomie gouvernementale de l'Allemagne. Toutefois, la GB et les E-U ont été en mesure de tempérer les ardeurs de la France à contenir le développement de l'Allemagne. Les craintes françaises étaient contre-productives à la reconstruction de l'Allemagne.

Le résultat des élections enlevait l'inquiétude d'une certaine l'influence par l'Union soviétique et de ses poussées de promotion du communisme. Après les élections, le parlement pouvait faire l'adoption de lois et de registrations, avait le contrôle du gouvernement fédéral et s'occupait de l'élection du chancelier allemand⁴¹. Le peuple allemand avait véritablement tourné la page sur les années de dictature nazie et était prêt à intégrer la communauté de l'Europe de l'Ouest. Après quatre années sous contrôle étranger à la recherche de son identité, la nouvelle RFA pouvait enfin se remettre sur pied et prendre plein contrôle de sa destinée.

1.1.6 Conclusion

Le contexte politique à la fin de la Deuxième Guerre mondiale semblait clair. Les diverses conférences de coordination avaient mis la table pour une transition en douceur des zones administratives de l'Allemagne vers les alliés et l'Union soviétique. Toutefois, le blocus de Staline fut révélateur pour les alliés, car il était maintenant clair que l'Union soviétique n'était plus un partenaire. Pour les alliés, il était maintenant difficile d'ignorer les sacrifices et les

⁴⁰ Elise Julien et Robert Frank, Les rapports Franco-Allemands à Berlin. Édition Harmattan, Paris, 1999, p.166.

⁴¹ 1949: the birth of modern German democracy, consulté le 2 avril 2016, <http://www.thelocal.de/20150910/bonn-1949-the-birth-of-the-bundestag>

besoins d'autonomie des Allemands pendant le blocus. Les Allemands de Berlin Ouest et le support de la population en Allemagne contre le blocus a démontré la faible attractivité du communisme pour ces personnes. Il était maintenant apparent que l'Allemagne ne pouvait se gouverner seulement avec un gouvernement transitoire. Rapidement, il a été nécessaire d'incorporer des Allemands en sein de la gouvernance afin d'être légitime et de faciliter la transition de pouvoir. De son côté, la concentration ethnique en raison des personnes déplacées et des mouvements migratoires a facilité la mise en place des institutions de gouvernance dans l'Allemagne de l'Ouest. La langue allemande ainsi que les religions catholiques et protestantes étaient relativement communes pour éviter des conflits religieux. Suite aux élections de 1949, les résultats en RFA ont confirmé le retour de la démocratie et que les Allemands étaient prêts à devenir un partenaire d'égal à égal avec le reste de l'Europe plutôt que d'une simple entité gouvernée par des étrangers. Le secteur de l'éducation a été un autre secteur que les alliés ont craint à tort des effets néfastes du parti nazi sur la population.

1.2 Éducation

À la fin des hostilités, les britanniques, les Américains et les Français se sont rapidement entendus sur un aspect, s'ils désiraient instaurer un système démocratique viable en Allemagne de l'Ouest, ils devaient s'attarder sur le système d'éducation. Une grande partie du système d'éducation avait passablement ralenti dans les dernières années de la guerre en raison des raids et de l'évacuation des enfants des zones de combat. La tâche semblait complexe; les alliées ne devaient pas seulement reconstruire physiquement les écoles qui étaient détruites, mais tout le

curriculum était à revoir afin de promouvoir la démocratie, l'esprit sportif⁴² et le développement des idées. Après près de 12 années sous le Troisième Reich, le système d'éducation était en partie axé sur le renforcement de la forme physique et des activités militaires. Ceci afin de former une race aryenne prête à servir la nation allemande et à la défendre durant la guerre. L'entraînement physique était omni présent dans l'éducation, parfois prenant plus de cinq heures sur sept par jour sur certains programmes d'instruction⁴³.

Au fur et à mesure que les alliés ont commencé à occuper l'Allemagne, ils étaient persuadés qu'une majorité de la jeunesse née en Allemagne serait une génération perdue, car cette dernière n'avait vécu que sous un régime nazi. Tous les professeurs devaient faire partie de l'alliance des professeurs nazis⁴⁴ et devaient enseigner selon une perspective nazie. Les professeurs étaient l'une des professions la plus grande concentration de membre du parti nazi. Il n'était pas possible de renier les anciens éducateurs sans sérieusement compromettre les chances de remettre sur pied les centres d'éducation. De leur côté, les enfants se devaient de fréquenter l'école jusqu'à 14 ans au minimum, ce qui conférait un très haut niveau d'alphabétisation et d'instruction⁴⁵. À leur étonnement, il a été observé que malgré la grande sophistication du système d'endoctrinement nazi, ce système avait fonctionné avec un succès marginal. Une partie de l'enseignement des professeurs nazis était rejeté par les étudiants. Les jeunes étaient exaspérés des mesures coercitives et désillusionnés par les promesses brisées ainsi que les fausses prédictions enseignées par leurs éducateurs⁴⁶. La fin de la guerre avait également révélé les

⁴² fair play

⁴³ Dichter, Heather L. 2012. « Rebuilding Physical Education in the Western Occupation Zones Of Germany, 1945–1949 », *History Of Education Volume 41*, no 6, novembre 2012. p. 787-789.

⁴⁴ Nazie Teachers Alliance

⁴⁵ BBC, The Treatment of Young People, consulté le 24 mars 2016, http://www.bbc.co.uk/schools/gcsebitesize/history/tch_wjec/germany19291947/2economicsocialpolicy4.shtml

⁴⁶ Dichter, Heather L. 2012. « Rebuilding Physical Education in the Western Occupation Zones of Germany, 1945–1949 », p. 785-790.

atrocités commises au nom du régime nazi. Le retour de la libre circulation des publications et journaux n'a fait qu'accentuer l'échec d'endoctrinement d'Hitler.

Les succès mitigés du système de propagande nazi ainsi que le désir de réhabiliter la jeunesse allemande ont fait en sorte qu'en 1946, les alliés ont donné une amnistie à toutes les personnes nées après le premier janvier 1919. Ces personnes qui n'avaient pratiquement connu que le régime sous Hitler n'avaient que peu de chance de connaître autre chose que l'idéologie nazie. L'on ne devait pas les exclure de la société si on voulait les rééduquer⁴⁷. Compte tenu de la nécessité d'être membre du parti nazi afin d'avoir un emploi dans bien des métiers, un allemand de l'époque ne pouvait se permettre d'abandonner son poste ou d'exclure un travail qui demandait ce prérequis. De plus, en refusant de vouloir rejoindre le parti, lorsque demandé, on s'exposait à des soupçons qui pouvaient avoir de sévères répercussions sur son emploi et sa place dans la société.

Cet enseignement, quoi qu'axé sur le système nazi avait quand même un certain effet positif, car il a instauré une éducation obligatoire à tous, s'assurant d'un niveau d'instruction très élevé. Une fois la guerre terminée, malgré la destruction, il restait quand même des vestiges d'un système d'éducation où l'on pouvait rebâtir. Dans la zone administrative britannique, le contrôle direct de l'éducation est redevenu sous l'autorité allemand aussitôt qu'en 1947⁴⁸. La structure de base qui l'on devait suivre était de faire la promotion de la démocratie. En fin de compte, le système mis en place par les alliés ressemblait grandement à celui avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler. L'implémentation des changements fut rapide, car le peuple allemand avait une

⁴⁷ Ibid., p. 792.

⁴⁸ Post-War Reconstruction, Institute of Education Archives Subject Guide No. 4, consulté le 30 mars 2016, [http://www.ioe.ac.uk/services/documents/SG4_post-war_educational_reconstruction_\(March_2009\).pdf](http://www.ioe.ac.uk/services/documents/SG4_post-war_educational_reconstruction_(March_2009).pdf)

forte volonté d'être souverain dans ce domaine et ne désirait pas une intervention étrangère prolongée pour l'instruction des enfants.

Nonobstant que le but ultime fût d'instaurer un enseignement démocratique en utilisant le système d'éducation, les alliés comprenaient que s'ils adoptaient la même approche que le système nazi, les résultats seraient similaires. L'utilisation d'endoctrinement offensif aurait été contre-productive et aurait au contraire éloigné la population des objectifs démocratiques. La directive qui avait été décidée était de mettre l'accent sur un curriculum basé sur la responsabilité civile ainsi que sur un mode de vie démocratique. Le programme éducationnel, le matériel d'instruction et l'organisation des écoles devaient respecter cette philosophie. L'accent a été de mettre en place une structure afin de promouvoir ces idées, mais de laisser les Allemands l'enseigner lorsque possible.

L'enseignement théorique en classe n'était pas le seul moyen de promouvoir la démocratie et les capacités d'autogouvernance. Les activités sportives et les groupes parascolaires ont eu une importante influence dans l'apprentissage. Un des premiers succès de cette approche a été remarqué peu après la mise en place en 1947 de l'université des sports de Cologne⁴⁹ où un désaccord à propos des dortoirs est survenu entre la faculté et les étudiants. Le gouvernement étudiant nouvellement créé a été en mesure de résoudre le conflit au moyen de discussions et de représentations auprès de ses dirigeants⁵⁰. Cet exemple a surpris plusieurs membres des alliés et a tempéré les appréhensions liées à l'efficacité de l'endoctrinement nazi.

Avant et pendant la guerre, il y avait quand même une grande majorité de la population qui était très bien éduquée. Pendant le temps de la république de Weimar, avant 1933 et les

⁴⁹ Deutsche Sporthochschule

⁵⁰ Dichter, Heather L. 2012. « Rebuilding Physical Education in the Western Occupation Zones of Germany, 1945–1949 ». p. 805.

femmes avaient un haut niveau d'éducation et d'excellents emplois⁵¹. Le peuple allemand comptait donc une base de personnes instruites même au sein des femmes. Chaque ville comptait sur un système d'instruction élaboré et un capital intellectuel élevé. Malgré que les nazis aient changé la vocation de ces centres d'enseignement pendant leur règne, il n'en demeure pas moins que la remise en place d'un système d'éducation a été facilitée, car un système d'éducation a déjà été présent. Les avancées scientifiques sous le Troisième Reich ont été grandioses, de grandes découvertes au niveau médical et technologique ont été élaborées durant cette période. L'Allemagne comprenait à l'époque des centres de recherche des plus modernes. Des équipes de chercheurs disposaient de fonds nécessaire afin de développer des projets pour soutenir l'effort de guerre tel que la propulsion à réaction⁵². Tout ce capital immatériel scientifique ainsi que la méthodologie de travail et de recherche sont pour la plupart restés en Allemagne. Plusieurs scientifiques allemands ont été déportés aux É-U en raison de leurs connaissances spécialisées, mais plusieurs sont quand même restés⁵³. Ce capital a été primordial à remettre sur pied le pays; la base des connaissances intellectuelle a fait en sorte de donner un avantage concurrentiel notable par rapport à d'autres pays d'Europe moins développés au niveau intellectuel.

Une partie de la jeunesse allemande fut malheureusement abandonnée durant la guerre. Dans les dernières semaines du conflit, Hitler avait formé et envoyé des enfants au front, certains âgés de seulement 10 ou 11 ans contre l'Armée rouge en avril 1945⁵⁴. Une partie de ces jeunes enrôlés de force n'ont pas été en mesure de suivre un programme académique normal.

Également, malgré l'importance du système d'éducation, certaines écoles-dortoirs et endroits

⁵¹ BBC, The Treatment of Women and Young People, consulté le 24 mars 2016, http://www.bbc.co.uk/schools/gcsebitesize/history/tch_wjec/germany19291947/2economic-social-policy3.shtml

⁵² NASA, World War II and the National Advisory Committee for Aeronautics, consulté le 27 mars 2016, <http://www.nasa.gov/centers/langley/news/factsheets/WWII.html>

⁵³ BBC, Germany's Final Measures in World War Two, consulté le 30 mars 2016, http://www.bbc.co.uk/history/worldwars/wwtwo/desperate_measures_01.shtml

⁵⁴ Ibid.

d'enseignement se sont fait réquisitionner par les alliés pour installer les troupes ou pour d'autres raisons. Ce manque d'infrastructure a retardé la mise en place de système d'éducation crédible et a causé des frustrations de la part de la population locale sur l'utilisation d'écoles et d'universités pour les soldats plutôt que pour l'enseignement. Cette situation a ralenti la mise en place de centres d'enseignement de qualité, mais cette situation s'est améliorée suite au départ des soldats ou en relogant les casernes.

1.1.2 Conclusion

Le peuple Allemande était particulièrement éduqué et comportait un système universitaire et scientifique extrêmement bien développé avant et même pendant la guerre. Il a été plus facile de reconstruire une société du savoir avec une base de la population qui est instruite et qui est en mesure de comprendre et d'accepter l'importance de l'éducation dans le développement de son peuple. La jeunesse allemande a fait preuve de résilience, car elle comprenait et acceptait l'échec du système nazi, ce qui a fortement contribué à mettre en place une relève autonome intellectuellement. Les alliés espéraient que la nouvelle génération d'Allemands grandirait avec une solide fondation sur les principes de la démocratie grâce à la formation reçue dans le système éducationnel épuré de l'enseignement nazi. Cet enseignement a effectivement eu lieu principalement en raison de l'échec de l'endoctrinement forcé fait par les nazis. Malgré leurs tentatives, les alliés n'étaient pas en mesure de contrôler tout l'enseignement de la jeunesse allemande. La majeure partie du rétablissement du système d'éducation a été faite sous le contrôle allemand. Ces derniers avaient la rigueur intellectuelle et une compréhension du nouvel environnement politique à laquelle la RFA pouvait aspirer.

2. SÉCURITÉ

Dans le chapitre précédant, il a été démontré que malgré des élections démocratiques et la mise en place d'un gouvernement autonome allemand, certains domaines tels que le désarmement et surtout la mise en place de force de l'ordre ou d'une armée demeuraient sous l'autorité du gouvernement militaire d'occupation. Ce chapitre va élaborer sur cet aspect et expliquer comment les connaissances militaires et la gestion de la sécurité des Allemands ont été mises en contribution pour rétablir des forces de sécurité en Allemagne.

Le chaos, voici ce que les alliés voulaient éviter suite à la victoire. L'établissement de la loi et de l'ordre, le contrôle des maladies et les besoins alimentaires étaient les conditions préalables pour reconstruire l'Allemagne. Une fois l'armée allemande dissoute, il n'y avait plus de gouvernement en place, il n'y avait pratiquement aucune instance en charge au niveau des états, de la police ou des forces de l'ordre. Une des premières tâches des armées alliées après la défaite militaire nazie a été d'instaurer l'ordre dans le pays. Le rétablissement de la sécurité en Allemagne, était essentiel à la reconstruction du pays et pour rendre légitime aux yeux de la population le gouvernement de transition. Ce chapitre va démontrer trois aspects essentiels au rétablissement de la sécurité en Allemagne ainsi que la reconstruction des forces de sécurité et militaires allemandes. Le premier aspect sera que les forces constabulaires ont été en mesure de faire la transition entre la fin du régime nazi et la remise sur pied d'une force policière allemande efficace. De son côté, le contrôle des frontières a permis une implication grandissante de l'Allemagne à sa propre sécurité interne, ce qui a donné à ce pays une légitimité lui permettant d'établir les bases de sa future force armée. Finalement, il sera prouvé que la nécessité de mettre en place des mesures pour la défense européenne a permis à la RFA de se réarmer, de regagner sa souveraineté ainsi que de revenir à long terme un joueur dominant au sein de l'Europe. Ce

développement de l'armée sous une gouvernance allemande s'est effectué en s'éloignant du modèle nazi. Cette méthode a créé une force de défense directement en lien avec la population et prête à défendre l'Allemagne plutôt que ses intérêts.

2.1 Forces constabulaires

Suite à la défaite nazie, les alliés ont rapidement dû mettre en place des mesures pour assurer la sécurité, établir des frontières et contrôler les mouvements migratoires de la population. Les forces de l'ordre qui assuraient l'ordre lors de la fin de la guerre étaient principalement des soldats ou des membres en règle du parti nazi que les alliés avaient démobilisés et leur avaient enlevé tout mandat d'agent de la paix. Les soldats alliés déjà en place ont dû rapidement passer d'opération de combat à celui d'agent de la paix. Cette transition drastique, du jour au lendemain, ne s'est pas toujours passée sans anicroche. Cette double fonction demandait un nouveau type d'entraînement et de philosophie afin d'atteindre le but recherché, ce que la formation militaire classique de soldats n'offrait pas. Afin de remplir ce rôle désormais crucial, des forces constabulaires ont été créées afin de patrouiller et d'offrir une présence dans toutes les zones d'occupation. Les forces constabulaires se devaient d'être présentes, rapides et efficaces afin de restaurer la paix pour justifier la légitimité des forces étrangères en Allemagne. Leur devise « Mobilité, Vigilance, Justice »⁵⁵ reflétait leur priorité. Ces forces avaient un mandat de maintien de la paix après des opérations militaires, en plus d'un rôle de formation.

Ces nouvelles forces de l'ordre étrangères n'étaient pas directement comprises d'anciens membres des forces de l'ordre, même si ces unités étaient majoritairement constituées de

⁵⁵ United States Constabulary, Consulté le 5 avril 2016, [http : //usconstabulary.com/](http://usconstabulary.com/)

vétérans reconvertis après la démobilisation. Au niveau du secteur des É-U, une force constabulaire américaine a été créée⁵⁶; elle constituait la pierre angulaire pour ramener l'ordre dans le secteur d'occupation. Ses membres étaient formés non seulement pour être des soldats, mais également sur les méthodes propres à la police et sur la manière de faire des arrestations. La première année de la mise en service de cette organisation fut plus laborieuse que prévu. Le manque de préparation, de formation et l'implémentation expéditive de cette force de sécurité à l'aide de soldats déjà déployés ne donnèrent pas immédiatement les résultats escomptés. Vers la fin de 1946, un curriculum spécifique et un haut standard de sélection et d'entraînement furent mis en place. Les personnes sélectionnées pour faire partie de ce groupe devaient passer par une école constabulaire⁵⁷. Elles allaient y recevoir une formation spécifique à ce nouveau type d'emploi, ce qui comprenait des leçons sur la façon de réagir face à une population étrangère, la géographie, l'histoire et la politique de l'Allemagne. Tous les aspects sur les procédures légales étaient enseignés et le personnel était sélectionné par rapport à sa capacité à travailler avec les autres et son intégrité. Les nouveaux candidats avaient un uniforme distinct et agissaient comme lien entre les forces de l'ordre civiles et les militaires⁵⁸. Ils remplissaient une fonction de sécurité que les Allemands ne pouvaient plus effectuer en raison du démantèlement des forces nazies⁵⁹. De toute évidence, les forces constabulaires ont contribué à stabiliser l'Allemagne au niveau de la sécurité. Les autres zones alliées avaient des forces similaires, mais la zone d'occupation des É-U a été celle avec le plus de succès. Certaines forces locales qui n'avaient pas de liens avec le parti d'Hitler ont été graduellement remises sur pied, mais toujours sous tutelle alliée.

⁵⁶ US Constabulary troopers

⁵⁷ Constabulary School

⁵⁸ Kendall D. Gott, « Mobility, Vigilance, and Justice: The US Army Constabulary in Germany », 1946-1953, Combat Studies Institute Press, 2012, p.18-30.

⁵⁹ United States Constabulary, Consulté le 5 avril 2016, <http://usconstabulary.com/>

En plus d'occuper une présence physique sur le terrain, les forces constabulaires travaillaient en étroite collaboration avec les maires locaux ainsi qu'avec les forces de l'ordre allemandes nouvellement mises en place. Peu à peu, les nouveaux représentants de l'ordre allemand ont commencé à accompagner les patrouilles et à agir comme interprètes. Ils effectuaient des arrestations sauf lorsqu'il s'agissait de membre des forces alliées⁶⁰.

En plus de renforcer l'efficacité des patrouilles, cette méthode permit de réconcilier la population avec l'autorité locale et de démontrer l'importance de la police allemande pour la population. Cette mesure transitoire permettait aussi d'éduquer les nouveaux membres de la force de l'ordre sur l'utilisation de la loi et de la justice, car plusieurs d'entre eux ne connaissaient que l'application de la force brute à la manière des SS du régime hitlérien⁶¹. L'implication graduelle des Allemands dans les forces de l'ordre était directement en ligne avec le plan de transition établi par les alliés. En travaillant de pair avec la population locale, l'on récoltait de précieux renseignements sur son secteur, ce qui permettait à l'état-major de suivre les progrès réalisés et de partager les meilleures pratiques. L'infrastructure judiciaire et légale a été mise en place dans un délai raisonnable. Le rétablissement d'un corps de police allemand donnait une nouvelle opportunité d'emploi à plusieurs personnes. Le travail était rarissime en cette période d'austérité, les membres choisis avaient tout intérêt à suivre les règles en place afin de garder cet emploi. Au fur et à mesure que l'Allemagne a été en mesure de prendre le relais sur les opérations policières, la force constabulaire s'est progressivement retirée comme agent de la paix. En réponse aux demandes des alliés, elle s'est transformée en une force de combat axée sur

⁶⁰ Kendall D. Gott , « Mobility, Vigilance, and Justice : The US Army Constabulary in Germany », p.18-19.

⁶¹ Ibid., p.18-19.

la défense du territoire en cas d'évasion de l'Union soviétique⁶². En délaissant de façon graduelle le rôle d'agent de la paix, l'Allemagne a été en mesure d'implémenter une force policière crédible qui n'était pas perçue comme étant un retour aux anciennes forces de sécurité nazies.

Cependant, l'utilisation d'Allemands pour faire régner la loi n'était pas toujours efficace, spécialement à l'intérieur des camps de réfugiés. Plusieurs individus de ces camps étaient des ouvriers étrangers qui avaient été forcés de travailler dans des usines de matériel militaire sous la dictature nazie. Une fois la guerre terminée, ils se sont retrouvés dans d'anciens camps militaires nazis partiellement détruits, entassés et sans avenir. L'animosité et la rancœur entre ces personnes et les Allemands étaient palpables, car malgré la victoire contre Hitler, ils avaient l'impression de continuer d'être des victimes et les Allemands, les vainqueurs. Cette situation dégénérait souvent en protestation et par un refus de reconnaître la légitimité de la police allemande. Seule l'implication directe des forces constabulaires a permis de stabiliser la situation⁶³. Malgré ces problèmes, le transfert de responsabilité de maintien de force de l'ordre à la population locale fut globalement très bien accueilli.

L'utilisation d'une force constabulaire s'est révélée un succès en Allemagne. Cette unité a rapidement été en mesure d'assurer une stabilité et une sécurité dans un pays où régnait le chaos après une guerre dévastatrice. Son utilisation a permis de faire créer une force policière et de sécurité allemande de façon graduelle et organisée. En travaillant de concert avec des forces policières étrangères, les forces de l'ordre allemandes ont été en mesure de constater d'autres procédures de maintien de l'ordre venant de différentes nations et de mettre en pratique les meilleures leçons apprises. Une force de sécurité allemande professionnelle qui restreint l'emploi

⁶² The U.S. Constabulary in Post-War Germany, consulté le 5 avril 2016, <http://www.history.army.mil/html/forcestruc/constab-ip.html>

⁶³ Kendall D. Gott, « Mobility, Vigilance, and Justice : The US Army Constabulary in Germany », p.21.

de la force a réconcilié les Allemands avec les agents de la paix. La majorité de la population locale a démontré de la gratitude envers les forces de l'ordre étrangères ainsi qu'une fierté à voir renaître les forces de sécurité allemandes.

2.2 Maintien des frontières

L'un des éléments propres à établir la souveraineté territoriale d'un pays est l'établissement et le maintien de ses frontières. Il était primordial d'assurer un contrôle positif des allées et venues au niveau des frontières afin de contrôler le marché parallèle, le commerce illégal et surtout l'afflux, de réfugiés. Ces derniers pouvaient déstabiliser l'équilibre économique, alimentaire et social qui était présent en Allemagne. En effet, une majorité de la population allemande avait encore de la difficulté à combler ses besoins de base tels que la nourriture et le logis. Face au désordre social et le manque de personnel affecté à la protection des frontières, les forces de l'ordre alliées étaient essentielles pour restaurer la souveraineté des frontières, car celles de l'ancien parti nazi avaient perdu toute légitimité d'existence.

Il y avait beaucoup de confusion en ce qui a trait aux délimitations territoriales, car l'Allemagne a été séparée en zones d'occupation décidées par les vainqueurs et ces zones n'étaient pas nécessairement bien comprises ou définies. Les forces militaires en place contrôlaient initialement les allées et venues sur les principaux tronçons routiers. La plupart des personnes qui tentaient de circuler entre les zones administratives du pays étaient des citoyens allemands à la recherche de leur famille ou de nourriture. Dans la première année d'occupation, il n'y avait peu ou pas de clôtures ou d'indications des différentes limites. Si une personne était appréhendée par un soldat, c'était le gouvernement militaire en place qui s'occupait de l'interrogatoire et de la réprimande à mettre en place s'il y avait lieu. Sauf pour des délits graves

de contrebande ou d'actes criminels flagrants, peu de représailles étaient données aux personnes appréhendées en raison du caractère nébuleux des frontières.

Vers la fin de 1946, des mesures physiques et des infrastructures de surveillance ont commencé à faire leur apparition. La détérioration de la relation entre les É-U et l'Union soviétique a accéléré la mise en place de barrières, tours d'observation et points de contrôle. Au fur et à mesure que la situation économique s'améliorait dans l'une des zones d'occupation allemande, on assistait à une migration massive de personnes en quête d'une meilleure vie hors de la zone soviétique. Selon les estimations, 1.6 million de personnes auraient fui la zone soviétique vers les zones alliées en 1946⁶⁴. En raison de l'étendue du territoire à couvrir et des terrains boisés et montagneux, les forces instaurées par le gouvernement militaire telles que les forces constabulaires étrangères étaient nettement insuffisantes. L'utilisation d'avions et de chevaux a aidé à étendre la zone de couverture, mais c'est la création d'une police allemande des frontières⁶⁵ qui a fait une différence. Avec la permission du gouvernement militaire des zones d'occupation, on a graduellement mis en place ce qui allait devenir le Corps fédéral de protection des frontières à la fin de 1946. Cette unité s'est occupée, dès 1947 d'une certaine partie de la frontière située à l'est et qui est mitoyenne à l'Union soviétique. Par la suite, elle a également pris en charge les frontières entre les différentes zones administratives⁶⁶. À l'image des policiers Allemands, ces unités n'avaient pas juridiction sur le contrôle des alliés, mais avaient une pleine juridiction sur les autres personnes. Les connaissances de la région, la langue ainsi que le désir des Allemands à défendre leur territoire ont fait en sorte qu'elles étaient personnellement

⁶⁴ *Ibids.*, p. 25.

⁶⁵ *bundesgrenzshutz*

⁶⁶ Kendall D. Gott, « Mobility, Vigilance, and Justice : The US Army Constabulary in Germany », p. 26.

concernées à rétablir des frontières étanches. Elles comprenaient parfaitement que des frontières poreuses seraient néfastes à leur sécurité physique alimentaire et économique.

L'emploi de personnel allié tel que les forces constabulaires formées et entraînées spécifiquement pour le maintien de l'ordre a contribué à rebâtir la loi et l'ordre en Allemagne. L'utilisation d'Allemands dans le maintien de la loi et de l'ordre permettait de développer l'autonomie et la société. Officiellement, le Corps fédéral de protection des frontières a été créé en 1951 afin de prendre le contrôle total de la protection des frontières⁶⁷. De plus, cela créait de nouveaux emplois auxquels la population pouvait aspirer. L'expérience acquise par les nouvelles forces de police allemandes et celles des frontières avec les forces d'occupation a permis de former du personnel crédible et professionnel. L'éthique de travail acquis a permis de rendre légitime leur présence à la fois pour la population locale ainsi qu'aux yeux des forces d'occupation. Le peuple se reconnaissait dans les forces de l'ordre en place et pouvait aspirer en faire parti.

Cependant, cette transition cachait une autre réalité. Au fur et à mesure que des responsabilités de maintien de l'ordre étaient transférées aux Allemands, le personnel de la force constabulaire était réaffecté à un autre mandat, celui d'entraînement sur des opérations tactiques. Les tensions entre les alliés et l'Union soviétique en 1947 augmentaient sensiblement la possibilité de conflits. La menace communiste a forcé les alliés à développer et à transférer les responsabilités policières et frontalières internes entre les diverses zones le plus rapidement possibles aux Allemands pour se concentrer sur un entraînement militaire plutôt que constabulaire. Il devenait donc impératif pour les alliés de s'entraîner pour cette éventualité. Les

⁶⁷ The German Way & More, The Federal police, consulté le 2 avril 2016, <http://www.german-way.com/history-and-culture/germany/the-police/>

Allemands avaient graduellement repris le contrôle de toutes leurs frontières. Néanmoins, la menace grandissante d'une possible évasion communiste a poussé les alliés à retirer certaines responsabilités aux Allemands. Ils désiraient intensifier leur présence le long des frontières mitoyennes avec l'Union soviétique. La percée des communistes en juin 1950 en Corée a renforcé les craintes des alliés⁶⁸. Les forces frontalières de l'Allemagne se sont retrouvées contre leur gré avec moins de responsabilités. Les Allemands ont vite réalisé que l'équipement et les véhicules qu'ils utilisaient seraient inadéquats pour défendre et contrer une percée en provenance de l'Union soviétique. Cependant, l'Allemagne ne pouvait pas mobiliser ou créer sa propre armée et ne devait compter que sur les alliés pour sa propre défense territoriale. Le plan de défense de l'Europe allait donner l'opportunité à la RFA de créer sa propre armée et de redevenir un joueur majeur au niveau de la protection de son territoire.

2.3 Défense européenne

Au début de 1950, il était évident pour Dean Acheson, le secrétaire d'État des É-U, que la défense de l'Europe contre un possible affrontement devait se faire le plus à l'est possible. L'Allemagne de l'Ouest était l'endroit tout désigné et il était clair à ses yeux que cette dernière devait y participer en tant que force militaire. Il était impensable que la RFA puisse rester neutre pendant que d'autres pays allaient combattre sur son territoire. Malgré tout, la France s'opposa catégoriquement à la formation d'une force militaire. Les É-U avaient tempéré leur plan et avaient proposé le réarmement partiel de l'Allemagne avec des unités qui s'intégreraient à l'intérieur d'autres unités européennes et de faire partie de la Communauté européenne de Défense (CED). Suite à des pressions internes, ce projet fut finalement rejeté par le

⁶⁸ Korean War, consulté le 5 avril 2016, <http://www.history.com/topics/korean-war>

gouvernement français. Ce n'est finalement pas avant 1954, lors de la signature du pacte de Bruxelles, que l'Allemagne a été finalement incluse au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN)⁶⁹. En échange de sa participation à l'OTAN et à la CED, la RFA allait finalement obtenir sa souveraineté au niveau de la création de sa défense. En 1955, lors de son adhésion officielle, la RFA a été autorisée à développer une armée nationale comprenant des divisions autonomes ainsi que son propre état-major⁷⁰. Par contre, la pression de développer rapidement sa propre force était forte. La RFA devait fournir « 12 divisions de l'armée de terre dans une période de trois ans, auxquelles devraient se rajouter un an plus tard 22 escadres des forces aériennes ainsi que des forces navales avec 172 bâtiments et bateaux ⁷¹ ». Le délai initial pour créer la nouvelle armée de la RFA⁷² était irréaliste; ce qui devait prendre trois années a finalement pris dix années à compléter⁷³. Il y a eu plusieurs problèmes pour atteindre ces objectifs ambitieux, autant au niveau du recrutement que de la perception d'une armée de la RFA auprès de la population. Le plan et les intentions des alliés n'étaient pas parfaitement clairs et le rôle au sein de l'OTAN restait à être défini. Quoi qu'il en soit, le premier chancelier fédéral de la RFA, Konrad Adenauer, n'allait pas manquer l'opportunité qui s'offrait à lui de retrouver une partie de la souveraineté territoriale de son pays.

Pour le recrutement, la première source de militaires potentiels allait provenir des forces paramilitaires déjà existantes. Plusieurs personnes qui, jusqu'à présent faisaient, partie du corps

⁶⁹ Elise Julien et Robert Frank, *Les Rapports Franco-Allemands À Berlin*. Édition Harmattan, Paris, 1999, p.167-168.

⁷⁰ History, *Germany's accession to NATO: 50 years on*, consulté le 21 février 2016, <http://www.nato.int/docu/review/2005/issue2/english/history.html>

⁷¹ Ministre fédérale de la Défense, *L'histoire de la Bundeswehr*, consulté le 4 avril 2016, http://www.bmvg.de/portal/a/bmvg/!ut/p/c4/FY1BDsMgDMB-RO677RVdd0GBpiEC0ipk7fdH5aMtGb4wUbyE0eVQbPCBNcsr3SH1i8OQXMgKiY_zaOJSQ_rpRuOmYoFp5DI Lp4C6IyITnDZWbE4WqwxLM-iMay7wdn7-w-Olyfd/

⁷² Bundeswehr

⁷³ James S. Corum, « Rearming Germany, Leiden », 2011, Brill, p. 26.

fédéral de protection des frontières se sont vues offrir l'occasion de devenir des militaires. Étant composé majoritairement d'anciens militaires ou miliciens ayant servi durant la guerre, il ne fut pas surprenant que près de 58 pour cent aient accepté cette offre⁷⁴. Le chancelier fédéral, Konrad Adenauer, n'avait pas nécessairement le choix de considérer les anciens membres de l'armée d'Hitler s'il ne voulait pas avoir des « généraux âgés de 18 ans⁷⁵ ». En ce qui a trait aux positions hiérarchiques telles que colonel et plus, un comité spécial devait analyser et passer en revue tous les candidats potentiels. Le but étant « d'éviter que des personnes, dont le passé [était] entaché de crimes du national-socialisme⁷⁶ », ne deviennent des dirigeants dans la nouvelle armée. En plus de créer des emplois et de redonner un sentiment de fierté au peuple allemand, ceci a fait en sorte que certains entraînements militaires se sont faits en coopération avec les alliés, ce qui a contribué aux alliés à l'acceptation des membres de la RFA comme militaire et au sein de l'OTAN. L'inclusion de l'Allemagne de l'Ouest a été une étape importante à la réhabilitation et a été un signal clair à l'ensemble de la communauté internationale du rôle essentiel que la RFA allait maintenant avoir au sein de la défense de l'Europe. De plus, en établissant une armée en RFA, les alliées pouvaient se permettre de se concentrer sur la défense globale de l'Europe plutôt que d'être uniquement une force d'occupation.

L'expérience des anciens militaires ayant servi pendant la Deuxième Guerre mondiale ne pouvait pas être laissée de côté. Cependant, le rétablissement des traditions de l'ancienne armée allemande fut rejeté catégoriquement⁷⁷. L'obéissance ne devrait pas prévaloir sur la conscience, le concept du développement du leadership et de l'éducation civique⁷⁸ était mis de l'avant

⁷⁴ Ministre fédérale de la Défense, L'histoire de la Bundeswehr, consulté le 4 avril 2016.

⁷⁵ Ibid.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Anton Bebler, « Civil-Military Relations In Post-Communist States », Westport, 1997, Conn, Praeger, p.

⁷⁸ Innere Führung

comme fondation pour l'armée. L'objectif avoué était de démontrer que les militaires étaient des citoyens en uniforme prêt à défendre la démocratie et une société libre⁷⁹. La libre pensée était très importante afin de l'éloigner du carcan rigide que le régime hitlérien avait mis en place sur l'armée pendant les années de dictature.

Les craintes liées à la formation d'une armée avec une fondation Nazi étaient considérables autant parmi la population allemande que parmi les alliées. Afin de limiter la formation de ce type d'armée, plusieurs règles et réformes furent élaborées. La séparation des forces armées de la société a été limitée; les forces armées ne seraient plus un état à l'intérieur de l'état comme cela était auparavant⁸⁰. Les soldats avaient maintenant le droit de vote, l'autorité disciplinaire des supérieurs était grandement diminuée et les soldats avaient maintenant le droit de contredire des ordres qui leur semblaient illégitimes⁸¹. La justice militaire traditionnelle a également été remplacée par une cour administrative civile. Cette réforme a permis une réconciliation du peuple allemand avec ses forces armées.

Le système d'entraînement fut revu de fond en comble afin d'être en ligne avec les institutions civiles et était soumis sous le contrôle de l'état. On encourageait également les futurs professionnels et les scientifiques à s'engager dans l'armée. Une des incitations venait du fait qu'après 12 ans de service, un militaire pouvait aspirer à une reconnaissance complète de sa formation, autant comme ingénieur que comme technicien et poursuivre sa carrière dans une profession civile⁸². Ce changement de formation et de mentalité au sein de l'appareil militaire a fait en sorte d'attirer une nouvelle clientèle dans les forces armées, celle qui désirait une

⁷⁹ James S. Corum, « Rearming Germany », Leiden, 2011, Brill, p. 27-28.

⁸⁰ Anton Bebler, « Civil-Military Relations In Post-Communist States », Westport, 1997, Conn, Praeger, p.

⁸¹ James S. Corum, « Rearming Germany », Leiden, 2011, Brill, p. 41.

⁸² Ibid., p. 42-43.

formation de pointe. Également, en mettant l'accent sur des formations spécialisées, on créa des militaires aptes à servir au sein du marché de l'emploi lors de leur libération. Cette transformation a été des plus bénéfiques autant pour la société en général que pour les forces armées.

Cette réforme et ce changement de perception ont fait en sorte que les militaires étaient maintenant considérés comme une partie vivante de la population, au service de l'état et prêts à le défendre. Ce rétablissement de l'armée entamé par l'ancien militaire allemand Wolf von Baudissin, qui avait servi comme officier sous Rommel, fut un succès. Son expérience et expertise au sein de l'appareil militaire ont permis la réussite du rétablissement des forces armées de la RFA. Il fut même choisi pour commander le Collège de défense de l'OTAN comme major-général en 1963⁸³. Cette nomination démontre la réussite de la création d'une force de défense allemande et de l'importance de son expertise auprès de l'OTAN.

Cependant, n'eût été la résistance en France, la RFA aurait pu accélérer son processus de réarmement et d'autonomie. La France craignait une remilitarisation massive de son voisin à l'est et n'était pas prête à lui donner une seconde chance. Elle se considérait encore comme un vainqueur et ce n'était politiquement pas viable d'accepter de voir les vaincus se réarmer aussi rapidement. Ce n'est qu'avec le temps et des pressions politiques du gouvernement allemand, des É-U et de la GB que la France a finalement dû accepter à laisser la RFA se réarmer entre autres au nom de la sécurité de l'Europe. Les liens économiques qui avaient été créés grâce à la communauté européenne du charbon et de l'acier ont aussi rassuré les Français. Une Allemagne intégrée économiquement à l'Europe paraissait moins dangereuse à leurs yeux. Également, il y

⁸³ Press release (63)4, consulté le 1 avril 2016, <http://archives.nato.int/major-general-wolf-graf-von-baudissin-appointed-commandant-of-nato-defence-college;isad>

avait beaucoup de divergence au sein même de la population allemande. « Le réarmement [a] fait l'objet de vifs débats. Marquée par la guerre totale, des crimes inimaginables et une défaite cuisante, une grande partie de la population rejette tout ce qui a trait au monde militaire⁸⁴». Toutefois, les politiciens de la RFA ont été en mesure de comprendre que face à une guerre froide, la RFA devait s'impliquer à la défense de l'Occident.

La menace communiste et surtout la nécessité de défendre l'Europe ont été des éléments essentiels à l'acceptation de recréer une force armée en RFA. Le premier chancelier allemand et son état-major ont été en mesure de mettre en place les conditions et la formation nécessaires afin de différencier l'ancienne armée nazie avec une nouvelle armée du peuple prête à défendre l'état.

2.4 Conclusion

Les forces constabulaires étrangères ont été un élément essentiel au rétablissement de l'ordre et de la sécurité des frontières. Ces unités ont donné le temps nécessaire afin de recréer des forces de l'ordre allemandes aptes à reprendre leur rôle d'agent de la paix. Le contrôle de la souveraineté territoriale a été une occasion pour l'Allemagne de prouver aux alliés son professionnalisme. Le maintien des frontières par les Allemands a permis à l'Allemagne de retrouver une partie de son autonomie territoriale à l'intérieur des paramètres de contrôle alliés. Cela a permis aux alliés de réformer leur force constabulaire en une force de défense prête à résister à l'Union soviétique. En devenant un membre de l'OTAN, le chancelier fédéral Konrad Adenauer a réussi ce qu'il désirait; c'est-à-dire que la RFA retrouve une partie de sa souveraineté avec la création de son armée et qu'elle puisse devenir une actrice majeure dans la défense de

⁸⁴ Ministre fédérale de la Défense, L'histoire de la Bundeswehr, consulté le 4 avril 2016.

l'Europe de l'Ouest. Les connaissances stratégiques des Allemands leur ont permis d'effectuer la restauration d'une force de défense efficace en peu de temps. Le leadership allemand a démontré que ces conditions étaient essentielles pour que la RFA regagne sa place comme puissance économique et politique au sein du monde.

3. ÉCONOMIE

La mise en place de la sécurité dans un pays est fondamentale pour instaurer un système économique viable. Ce processus a été présenté dans le deuxième chapitre et tout comme la gestion des forces de l'ordre, le système bancaire fut un des derniers éléments que les alliés ont voulu garder sous leur contrôle au niveau financier.

Du point de vue économique, la guerre a été désastreuse. Il a été estimé que près de 70 pour cent des maisons ont été détruites. Il y a eu une destruction de la capacité manufacturière et de production de l'Allemagne, un démantèlement des usines et un effondrement du système bancaire. Le taux de chômage ne cessait de monter, la monnaie a été fortement dévaluée et les seules économies qui fonctionnaient étaient le marché parallèle et le commerce illicite⁸⁵. Malgré cela, l'Allemagne a été en mesure de se relever en peu de temps et redevenir une des puissances d'Europe compte tenu de son état initial ainsi que des restrictions qui lui avaient été imposées. Les Allemands ont parfois tendance à tenir pour acquis que le miracle économique⁸⁶ qui a eu lieu dans les années 1950 et 1960 était une conséquence de la libération des marchés. En effet, après près de 15 ans de contrôle et d'interventionnisme sous la dictature nazie, la fin de ce régime a coïncidé avec une période prospère.⁸⁷ Les Américains, de leur côté, penchaient plutôt sur le plan Marshall pour justifier la reprise économique. Ce Chapitre va démontrer que le succès de la reprise vient d'une combinaison de plusieurs facteurs internes et externes à l'Allemagne. Une majeure partie du succès a reposé sur les connaissances économiques et financières que les Allemands possédaient ainsi que le désir de contrôler leur institution en particulier la banque

⁸⁵ The Fiftieth Anniversary of the Marshall Plan, American studies journal, number 41, summer 1998, p. 26.

⁸⁶ Wirtschaftswunder

⁸⁷ Richard Reichel, « Germany's Postwar Growth: Economic Miracle or Reconstruction Boom? », Cato journal, Vol 21, No 3(Winter 2002), p. 427.

centrale. L'influence politique de l'Union soviétique a poussé les pays alliés à tempérer leurs attentes sur la dénazification et à accélérer leurs efforts de reconstruction économique. Les programmes d'aides humanitaires et de relances ont mis en place les conditions nécessaires pour aider la population, mais ne sont pas les raisons principales de la reprise. La principale explication du succès de la reprise économique de l'Allemagne de l'Ouest survenu vient plutôt de l'interne du pays. Les éléments essentiels à l'essor économique ont été le désir d'autonomie conjugué avec les connaissances financières des Allemands à vouloir se relever. Il va y être démontré que le contrôle de la banque centrale et du système financier par les membres de la population allemande ont été les principaux facteurs d'une reprise durable à long terme. Ce chapitre se concentrera sur l'aspect économique de la reconstruction de l'Allemagne en analysant dans l'ordre l'influence soviétique, les plans de relance économique, la remise en place du système financier ainsi que l'implication des Allemands. Le premier aspect étant le rôle que l'Union soviétique a joué.

3.1 Influence soviétique

Initialement, le plan de relance européen incluait d'une part les alliés tels que la France, la GB, plusieurs autres pays de l'Europe, mais aussi l'Italie et l'Allemagne. Fait à noter, l'Union soviétique faisait également partie des plans. En plus de faire partie des bénéficiaires, l'Union soviétique participait à l'implémentation et était un partenaire important dans la reconstruction. Elle avait été une joueuse active lors de la conférence de Yalta et de Postdam. Par contre, au fur et à mesure que les conflits s'apaisaient et que la situation se stabilisait en Europe, les visions d'influences de Staline et du communisme se sont rapidement mises en action. Profitant de certaines divisions et visions différentes entre les alliés, les Soviétiques se sont empressées

d'étendre leur influence en Europe de l'Ouest. En voyant les deux Allemagne décimées et déchirées, elles étaient considérées comme un terrain fertile à instaurer un régime communiste. Initialement, le peu de méfiance des É-U a permis à Staline de commencer un programme d'influence sans anicroche, mais graduellement les alliés ont compris le danger d'une telle approche envers la stabilité et la reconstruction de l'Europe.

Pour Staline, le plan Marshall était considéré comme étant une dague érigée contre Moscou. Selon son idéologie, il voyait les États-Unis comme une puissance désirant conquérir et élargir son influence ainsi qu'à prendre du territoire en Europe jusqu'en Union soviétique. Il ne voulait pas se laisser faire par la « diplomatie atomique⁸⁸ » américaine. Cette attitude renfermée a fait en sorte que Staline a adopté une attitude intransigeante lors de la négociation durant les plans de reconstruction et d'aide afin d'avoir une main mise sur l'Europe. Son approche directive et sa posture autoritaire a, au contraire, solidifié et rapproché la présence des É-U et des autres pays alliés dans une croisade afin de sauver le capitalisme et la démocratie libérale contre une domination européenne par une seule puissance totalitaire⁸⁹. Suite à ces événements, le principal point commun entre les alliés était l'orientation de l'aide vers un système anticommuniste. Plusieurs autres aspects qui étaient pourtant considérés comme essentiels à la conférence de Yalta, telle que la dénazification et la condamnation des nazis, n'avaient plus la même importance face à la menace soviétique.

Cependant, malgré une certaine méfiance, les É-U sont venus bien près de laisser le champ libre à Staline à entreprendre la reconstruction à sa guise. Dans les mémoires de Franklin D. Roosevelt, il a été noté qu'à l'époque, ce dernier était prêt à une ouverture et à octroyer une

⁸⁸ Greg Behrman, « The Most Noble Adventure, New York : Free Press », 2007, p.90.

⁸⁹ Ibid., p. 87-90.

plus grande place à l'Union soviétique en Europe. En mai 1945, son vice-président de l'époque, Henry Wallace, avait proposé que la moitié des fonds alloués au plan de reconstruction de l'Europe soit dirigée à l'URSS. L'idée était de démontrer à son allié une bonne volonté, une unité et un geste de réconciliation envers Staline⁹⁰. L'Union soviétique avait joué un rôle capital dans la défaite allemande et que ces derniers avaient souffert au niveau des pertes humaines importantes et de la destruction d'une partie de leur pays. Au lieu de faire preuve de tact et de diplomatie, Staline a affiché un mépris et une audace dangereuse dans ses négociations, ce qui l'a empêché de profiter de l'aide internationale ainsi que de s'immiscer dans la reconstruction.

La méfiance et l'arrogance de l'URSS envers les É-U et les pays de l'Europe de l'Ouest a bonifié les efforts envers la reconstruction des pays limitrophes de l'Union soviétique et de rapprocher les dialogues vers une vision commune sur l'urgence de l'aide européenne. Cette divergence idéologique et le manque d'humilité de Staline ont contribué au refroidissement des relations. Pour l'Allemagne de l'Ouest, ceci a renforcé son importance au plan politique des alliés. Deux visions s'affrontaient à l'intérieur du pays. D'une part le capitalisme et de l'autre, le communisme. Il s'en suivit un jeu d'influence et de contrôle afin de consolider les acquis et d'empêcher l'autre partie d'étendre son influence. L'Allemagne a en quelque sorte profité de cette situation, car chaque opposant avait avantage à ce que l'Allemagne de l'Ouest ou de l'Est soit forte afin de résister par elle-même à une influence ou une possible invasion externe. Les alliés mettaient beaucoup d'efforts afin de mettre en place les conditions nécessaires à ce que l'Allemagne de l'Ouest devienne plus forte et indépendante. Ceci avait pour but que cette dernière soit en mesure de développer ses propres mesures contre une possible invasion soviétique. Le but des alliés n'était pas de contrôler l'Allemagne comme une colonie dépourvue

⁹⁰ Ibid., p.61.

de pouvoirs où toutes les décisions seraient prises à l'extérieur du pays, mais de la renforcer afin qu'elle soit autonome économiquement. Le rétablissement de son système monétaire et bancaire a été une étape cruciale à sa stabilité. Toutefois, avant de pouvoir bâtir un système financier adéquat, l'Allemagne avait des besoins de base urgents à combler surtout au niveau alimentaire. Les plans d'aide et de relance sont venus combler ces déficiences tout en préparant le terrain pour une reprise durable.

3.2 Plans d'aide

L'aide offerte à l'Allemagne de l'Ouest n'a pas été mise en place uniquement avec le plan Marshall. Son précurseur, le programme d'aide gouvernementale et de secours dans les zones d'occupations⁹¹ (GARIOA) a injecté plus de 2.2 milliards de dollars américains en dollar courant entre la fin de la guerre jusqu'en 1950. Le programme GARIOA était en quelque sorte l'équivalent de l'agence des États-Unis pour le développement international⁹² (USAID) dans le département de l'agriculture et de la sécurité alimentaire que l'on retrouve de nos jours⁹³. Par contre, cette aide était presque exclusivement pour de l'accès à de l'aide humanitaire d'urgence directe à la population, telle que la nourriture pour 75 pour cent et pour prévenir les épidémies massives de maladies⁹⁴. Donc concrètement, l'on ne peut pas considérer ce programme comme étant un élément ayant directement contribué à la reconstruction. Par contre, il a mis en place les conditions nécessaires à favoriser une reprise. Au début de l'octroi de cette aide qui est survenue après la défaite de leur armée, la population allemande était anéantie, acceptait la défaite et la

⁹¹ Government and Relief in Occupied Areas (GARIOA)

⁹² United States Agency for International Development (USAID)

⁹³ USAID, What we do, consulté le 17 mars 2016, <https://www.usaid.gov/what-we-do/agriculture-and-food-security>

⁹⁴ CRS Report for Congress, U.S. Occupation Assistance : Iraq, Germany and Japan Compared, 23 mars 2006, consulté le 1 mars 2016, <https://www.fas.org/sgp/crs/natsec/RL33331.pdf>, p.7.

présence des forces alliées. Sans une aide alimentaire pressante, il aurait été impossible de reconstruire le pays. En effet, une population qui ne peut pas subvenir à ses besoins alimentaires et de subsistance de base n'est pas encline à s'engager dans des projets complexes de reconstruction ou d'infrastructures. Ce plan d'aide a été l'un des premiers programmes à être mis en place en Allemagne suite à la défaite des nazis. Il a été précurseur au plan Marshall et a agi comme complément à ce dernier. Les deux programmes se sont chevauchés avec des similitudes, surtout au niveau alimentaire, mais le plan Marshall avait un accent économique et politique.

L'objectif principal du plan Marshall était de redonner vie à une économie mondiale moribonde, particulièrement au niveau de l'Europe. Il avait également comme mission de mettre en place les conditions nécessaires ainsi que de favoriser l'émergence de politiques et de conditions sociales où des institutions libres pouvaient exister. C'était en quelque sorte une façon de promouvoir la démocratie ainsi que le capitalisme afin d'éloigner ou de dissuader les poussées communistes en provenance de l'Union soviétique. L'une des conditions préalables à l'implémentation de ce plan était que tous les gouvernements dans les pays européens mettent en place les premières étapes d'une économie collaborative. Un des grands succès du plan Marshall a été de forcer les pays européens à permettre à l'Allemagne de réintégrer les marchés d'Europe⁹⁵. Le succès d'une reprise économique viable devait nécessairement inclure une ouverture de marché avec le monde extérieur⁹⁶. En liant financièrement et économiquement plusieurs pays partageant une idéologie démocratique et un marché commun, on augmentait les chances de reprise durable. De plus, en inter reliant des pays à l'aide d'accords de marché, l'on voulait créer des liens d'affaires et commerciaux. Cette interdépendance et interconnexion

⁹⁵ Albrecht Ritschl, Germany, Greece and the Marshall Plan, *The Economist*, consulté le 22 mars 2016, <http://www.economist.com/blogs/freeexchange/2012/06/economic-history>.

⁹⁶ Susan Stern, « The Marshall Plan, 1947-1997 : a German View », Bonn : Inter Nationes, 1997, p.1-2.

avaient pour but de tempérer les ardeurs des dirigeants qui voudraient isoler politiquement et économiquement un pays. Plus tard, en 1951, le traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier a amorcé le rapprochement franco-allemand et a également jeté les bases de ce qui allait devenir l'Union européenne⁹⁷.

Le plan Marshall était aussi le contributeur principal du programme de redressement de l'Europe (ERP)⁹⁸. Ce plan n'était pas un plan exclusivement altruiste ou d'aide humanitaire pure comme le GARIOA. Les É-U avaient grandement avantage à avoir une Europe forte économiquement afin qu'elle se relève de la dévastation. De plus, on désirait que l'Europe soit en mesure de créer un marché de consommation pour les produits américains. Les fonds alloués à ce plan ont été utilisés à de près 70 % pour l'achat de biens en provenance des É-U⁹⁹. Les Américains se servaient en quelque sorte de ce plan d'aide pour soutenir et développer un marché d'exploitation ainsi que préserver leur vigueur économique. Les biens achetés répondaient essentiellement à des besoins de base et de reconstruction. Les alliés étaient tous d'accord que l'Allemagne avait besoin d'une économie florissante à long terme capable de garder et générer des pouvoirs de taxation pour protéger les services à la population. De plus, les alliés avaient besoin que la situation et que l'économie se développe afin de démontrer leur légitimité auprès de la population allemande.

Une des subtilités qui a fait en sorte de multiplier la portée du plan de relance vient de la manière de gérer le remboursement de l'aide de l'ERP. Les É-U ou les pays fournisseurs s'occupaient de rembourser directement la compagnie ou l'entreprise qui avait fourni le bien ou le service à même une enveloppe budgétaire de l'ERP propre au pays bénéficiaire. Dans le cas de

⁹⁷ Traité de Paris, consulté le 29 mars 2016, <http://mjp.univ-perp.fr/europe/1951ceca.htm>

⁹⁸ European Recovery Program (ERP).

⁹⁹ Susan Stern, « The Marshall Plan, 1947-1997 : a German View », p.3.

l'Allemagne de l'Ouest, il devait par la suite rembourser l'équivalent du bien reçu en monnaie locale, non pas directement au fournisseur ou dans l'enveloppe budgétaire de l'ERP, mais bien dans un fonds spécial propre à son pays. L'argent amassé dans ce compte ne servait pas à rembourser directement la dette contractée en tant que telle¹⁰⁰. Le compte qui contenait les fonds devait servir essentiellement comme un levier d'investissement pour des projets propres au pays. Cette façon de procéder a fait en sorte de doubler la portée du plan de relance ainsi que d'inclure administrativement et politiquement l'Allemagne de l'Ouest dans le processus décisionnel ainsi que de responsabiliser son utilisation.

Au début des années 1950, la part économique du plan Marshall dans le produit intérieur brut (PIB) de la RFA n'équivalait que de deux à quatre pour cent¹⁰¹, ce qui était quand même marginal compte tenu du PIB total du pays. Il a été également déterminé que l'Allemagne de l'Ouest a reçu seulement 10.8 pour cent de l'ERP durant la période de 1948-1952. Le budget total du plan Marshall était de 13 milliards de dollars américains en argent courant avec comme principaux bénéficiaires la GB, la France et l'Italie qui à eux seuls comptaient pour plus de 60 pour cent de l'allocation¹⁰². Il est donc illusoire d'associer l'ERP exclusivement à un plan de relance ou d'investissement pour l'Allemagne de l'Ouest, car les pays alliés ont reçu une part significative de l'ERP. De plus, un pays comme les Pays-Bas qui a reçu 1.1 milliard aurait dû avoir un traitement-choc compte tenu du montant reçu par rapport à sa population et son économie. La France percevait aussi d'un mauvais œil que des investissements soient faits dans un pays vaincu à même le programme qui devrait servir à investir dans son propre pays. Malgré la résistance de la France, l'Allemagne de l'Ouest a quand même réussi à recevoir une part de

¹⁰⁰ Ibid., p.3.

¹⁰¹ Albrecht Ritschl, Germany, Greece and the Marshall Plan, *The Economist*, consulté le 22 mars 2016, <http://www.economist.com/blogs/freeexchange/2012/06/economic-history>.

¹⁰² The Fiftieth Anniversary of the Marshall Plan, « *American studies journal* », numéro 41, summer 1998, p. 14.

l'ERP. Le tableau ci-bas fournit en détail les fonds injectés dans chacun des pays qui ont profité de l'ERP.

Tableau 1.1 Assistance économique des É-U sous l'ERP du 3 avril 1948 au 30 juin 1952. Total en millions de dollars américains.

United Kingdom	3,189.8
France	2,713.6
Italy	1,508.8
Germany (West)	1,390.6
The Netherlands	1,083.5
Greece	706.7
Austria	677.8
Belgium/Luxembourg	559.3
Denmark	273.0
Norway	255.3
Turkey	225.1
Ireland	147.5
Sweden	107.3
Portugal	51.2
Iceland	29.3
Total	12,918.80

Source : Susan Stern, « The Marshall Plan, 1947-1997 : a German View », p.4.

Concernant le montant total à rembourser, ce n'est qu'en 1953 que le montant total de la dette allemande en provenance de l'ERP et du programme GARIOA ont été chiffrés pour l'Allemagne. Incluant les intérêts, le montant total de la dette se chiffrait à 3.3 milliards, mais afin de ne pas étouffer économiquement davantage une économie chancelante, il a été décidé que le montant total à rembourser serait de 1.1 milliard. En 1953, plus de 1.5 milliard était accessible à l'intérieur du fond de remboursement ERP allemand et demeurait disponible pour du réinvestissement¹⁰³. Cependant, ce montant devait servir à financer des projets de reconstruction et d'investissement. L'argent n'était pas dépensé directement, il devait être fourni comme un prêt avec intérêt. Cette façon de procéder s'assurait de la pérennité du fond et que les montants

¹⁰³ Susan Stern, « The Marshall Plan, 1947-1997 : a German View », p.4.

disponibles augmenteraient dans le temps au lieu de diminuer. La procédure et la priorisation de ces investissements se faisaient en majeure partie sous un contrôle et une priorisation allemande et non pas sous une dictature étrangère. En agissant de la sorte, le fond de réinvestissement permettait de donner une certaine initiative nécessaire à l'économie allemande pour se développer et voler de ses propres ailes.

Les plans de relance fournis par les alliés ne se sont pas déroulés sans anicroche. Par exemple, concernant le programme GARIOA, les É-U en ont aussi profité en écoulant à des prix élevés les surplus des agriculteurs qui étaient incapables de vendre leur excédent de production à un prix décent sur le marché. Le gouvernement obligeait les Allemands qui étaient au bord de la famine à acheter ces surplus souvent de qualité moindre à l'aide des fonds du GARIOA. Certaines personnes se sont opposées et ont reproché ce manque de choix et cette pression américaine à dicter les distributeurs d'aides. Le directeur économique de la bizonie allemande, Johannes Semmler, a même perdu son emploi pour avoir critiqué ouvertement la basse qualité des produits américains¹⁰⁴. Malgré certains échecs, l'effet des fonds de soutien a eu un effet tangible et positif sur la population en général.

Contrairement à la croyance populaire, le plan Marshall n'était pas destiné exclusivement à l'Allemagne de l'Ouest. Le succès de la remontée spectaculaire de l'économie de ce pays décimé fait en sorte que l'on a tendance à associer directement comme une cause à effet le plan américain sur l'Allemagne. Cependant, il est à noter que l'enveloppe budgétaire contenue dans le fond d'investissement ERP allemand était nettement inférieure à celle de la France ou la GB. Malgré ce fait, l'effet de ce fond sur l'économie a été beaucoup plus vigoureux et efficace en

¹⁰⁴ Armin Grünbacher, « Reconstruction and Cold War In Germany », Aldershot, Hampshire, England: Ashgate, 2004. p.59

l'Allemagne de l'Ouest. C'est au niveau de l'administration et de l'utilisation par les individus et les entreprises allemandes que l'on peut trouver les causes réelles de son succès. Pour remplir la tâche de soutenir le développement financier et économique, une nouvelle institution du système bancaire allemand a été créée, soit l'établissement de crédit pour la reconstruction¹⁰⁵ (KfW). Cette dernière a agi comme principal instrument de contrôle et d'investissement pour stimuler l'économie à long terme avec un succès inespéré.

3.3 Système bancaire

Après la guerre, la banque centrale allemande¹⁰⁶ a été abolie et remplacée par un système bancaire moins centralisé pour chaque zone. Les É-U ne désiraient pas avoir une banque avec autant de pouvoirs concentrés et qui, de plus, avait soutenu le système Nazi durant la guerre¹⁰⁷. Cependant, la gestion d'un système financier indépendant dans chacune des zones d'occupation causait plus de tort que de bien en raison de la complexité à mettre en place un système optimal et similaire entre chaque zone. Contrairement aux É-U, les Britanniques n'avaient aucune intention de changer ou d'abolir la façon de procéder de l'ancien système financier allemand qui leur était familier, car il était similaire à la banque d'Angleterre¹⁰⁸. À la fin de 1945, les Anglais ont créé la banque centrale de Leitstell¹⁰⁹ à Hambourg. Cette nouvelle banque a pris le contrôle des tâches qui étaient attribuées à l'ancienne banque centrale allemande¹¹⁰ avec énormément de similitudes. Les admirateurs de la zone britannique, de leur côté, se sont vite rendu compte des problèmes associés à des systèmes financiers différents dans chaque zone. À l'aide d'anciens

¹⁰⁵ Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)

¹⁰⁶ Reichsbank

¹⁰⁷ Armin Grünbacher, « Reconstruction and Cold War In Germany », p. 15.

¹⁰⁸ Bank of England

¹⁰⁹ Reichsbank-Leitstell

¹¹⁰ Armin Grünbacher, « Reconstruction and Cold War In Germany », p. 15-20.

membres de la banque centrale allemande, ils ont approché les É-U pour fusionner leur système, mais les Américains ne voulaient pas laisser l'Allemagne avec autant de pouvoirs décisionnels et craignaient recréer une banque centrale allemande trop forte. Ce projet a été partiellement abandonné, mais repris en partie lors de la création de la KfW. Au début, les alliés n'ont pas pleinement profité de l'expertise et des connaissances des Allemands dans le domaine des finances. De plus, il y a plusieurs avantages à avoir un système harmonisé dans un pays. Cela supporte une synchronisation des efforts et une coordination sur l'aide à apporter à l'ensemble de l'Allemagne. Une centralisation permet d'éviter la dilution des efforts selon les volontés distinctes des différents gouvernements militaires des zones administratives.

3.4 KfW, le levier économique

L'économie allemande s'était complètement effondrée une fois la guerre terminée en 1945. Le KfW a été fondé en 1948 comme une banque d'investissement et de reconstruction contrôlée par l'état allemand. Initialement, il devait être en quelque sorte l'équivalent de la banque internationale pour la reconstruction et le développement¹¹¹ de l'Allemagne. Une de ses tâches principales consistait à stimuler l'économie anémique en Allemagne de l'Ouest. Il se devait également d'encourager l'entrepreneuriat en fournissant des emprunts à moyen et long terme pour des projets pouvant servir à la reconstruction de l'Allemagne. Étant donné la situation précaire du système financier après la défaite des nazis, les fonds disponibles pour des projets autres qu'à court terme ou à intérêt élevé étaient rarissimes¹¹². La création de la KfW n'a pas été mise en place pour servir de branche de service bancaire pour les fonds de reconstruction de

¹¹¹ International Bank for Reconstruction and Development, consulté le 22 mars 2016, <http://www.worldbank.org/en/about/what-we-do/brief/ibrd>.

¹¹² Armin Grünbacher, « Reconstruction and Cold War In Germany », p. 39.

l'enveloppe de l'ERP. Par contre, compte tenu de sa solidité et de sa crédibilité, la KfW a quand même été désignée comme la principale institution financière qui allait administrer les fonds du programme ERP à une hauteur de 80 pour cent vers la fin des années 1940.

À ses débuts, les investissements privés des banques traditionnelles étaient surtout concentrés sur des projets de base de l'économie, telle que des projets de transport, des biens industriels, des projets d'habitation et d'agriculture. Les institutions bancaires qui hésitaient à s'engager dans des prêts qui n'étaient pas à très court terme avec garanties se voyaient forcées d'élargir leur service afin de profiter des fonds offerts par la KfW¹¹³. Cette dernière a permis une intervention indirecte de l'État dans le système financier pour stimuler l'investissement. Cependant, elle ne devait pas entrer en concurrence avec les banques établies afin de ne pas déstabiliser le système bancaire privé. La KfW devait impliquer les autres banques dans le processus de prêt et elle devait permettre de mettre en place un système pour permettre des prêts pour des projets essentiels à la reconstruction¹¹⁴. Elle n'était pas initialement autorisée sauf en de rares occasions de faire des prêts directement aux requérants. Avec la présence de la KfW, l'accent a été mis sur les demandes provenant de petites et moyennes entreprises afin de mettre en place la colonne vertébrale de l'économie allemande. Des projets nécessitant du capital de risque étaient également éligibles, tout comme ceux concernant l'innovation, la recherche ou le développement énergétique. Cette latitude permettait de mettre l'accent sur les priorités des Allemands au niveau économique et non pas de servir les politiques étrangères des dirigeants des différentes zones administratives.

¹¹³ Susan Stern, « The Marshall Plan, 1947-1997 : a German View », p.4.

¹¹⁴ Armin Grünbacher, « Reconstruction and Cold War In Germany », p. 18.

La structure bancaire disponible, combinée avec le savoir scientifique et l'entrepreneuriat des Allemands a fait en sorte que non seulement les prêts ont été remboursés, mais que la KfW a été un facteur multiplicateur de la relance de l'activité économique en Allemagne. Les E-U acceptaient le fait qu'une relance économique ne pouvait se concrétiser que par une intervention directe d'un gouvernement externe. Plusieurs personnes qui avant été membre de l'ancienne Reichsbank se sont retrouvées dans le conseil d'administration ou directement dans l'administration du KfW. Malgré que certaines personnes aient été impliquées de près ou de loin avec le système nazi, elles se sont quand même vues offrir des positions clefs compte tenu de leurs connaissances aiguës du système bancaire allemand. Le cas le plus connu est celui de Hermann J. Abs, qui a été emprisonné par les É-U pendant trois mois pour son implication avec les nazis. Par contre, sa compréhension des activités bancaires ont non seulement fait de lui un conseiller pour l'instauration du plan Marshall, mais également un des membres les plus influents au sein du KfW¹¹⁵. Bien que l'on tentait, surtout du côté américain, d'éloigner autant que possible les anciens membres de la banque centrale allemande, leurs connaissances et leurs qualités de gestionnaire se sont avérées essentielles à l'instauration d'un système financier optimal. Initialement, les alliés avaient élaboré un ambitieux programme de dénazification en Allemagne. Par la suite, ils l'ont tempéré, car il devenait évident que la remise sur pied d'une économie et d'un système financier viable soit impossible à réaliser si tous les anciens nazis étaient exclus du marché du travail ou de la société¹¹⁶. La dénazification de l'Allemagne ne fut pas immédiate, comme prévu. Il était prioritaire de reconstruire l'Allemagne en premier lieu plutôt que d'identifier et inculper les anciens nazis.

¹¹⁵ Ibid., p. 25-31.

¹¹⁶ Second world war, consulté le 8 décembre 2015, <http://www.theguardian.com/world/2009/sep/11/second-world-war-rebuilding>

3.5 Implication allemande

Le désir d'indépendance de l'Allemagne était très important pour les Allemands. Lors de la première réunion du nouveau conseil d'administration de la KfW, une des premières décisions qui a été prise a été d'exclure les Américains des réunions. Ces derniers se sont fait seulement offrir une cordiale coopération et une séance d'information après les réunions¹¹⁷. Lors de sa création, les alliés avaient omis de mettre la KfW sous tutelle ou avec un droit de regard. Étant donné que la KfW n'était pas sous contrôle allié, les Allemands étaient pleinement dans leur droit en refusant l'accès à leurs réunions formelles. Ce geste a forcé les É-U à faire de plus grandes concessions décisionnelles dans d'autres secteurs à l'Allemagne afin de s'assurer que le plan Marshall fonctionne convenablement, car ce plan avait besoin de la KfW pour fonctionner. En effet, les É-U ne pouvaient plus, à ce moment, s'ingérer aussi profondément dans les affaires internes de l'Allemagne sans perdre toute crédibilité et surtout, réprimer le désir d'autonomie des Allemands. De plus, une Allemagne de l'Ouest forte et indépendante serait capable de faire face à la menace soviétique grandissante sans la présence de la tutelle alliée. La KfW a contribué à instaurer une stabilité et une crédibilité financière en Allemagne. Elle agissait parfois comme endosseur pour certains projets ou prêt chez des fournisseurs étrangers qui faisaient affaire avec des entreprises allemandes, ce qui a permis d'ouvrir de nouveaux marchés ainsi que de permettre à des entreprises allemandes d'exporter à l'extérieur du pays. La KfW était perçue comme une institution légitime sous contrôle allemand, prête à contribuer et à redonner un sentiment de fierté au peuple allemand.

¹¹⁷ Armin Grünbacher« Reconstruction and Cold War In Germany », p. 33.

Le secteur privé avait également été mis en contribution pour du mentorat pour les entreprises en Allemagne de l'Ouest¹¹⁸. Des équipes économiques allemandes avaient visité les E-U ainsi que la GB afin de rechercher les meilleures pratiques économiques et industrielles¹¹⁹. Une fois de retour en Allemagne, ils ont mis en place des programmes de mentorat auprès de dirigeants d'entreprise afin d'adapter les connaissances apprises à l'environnement et au marché allemand. L'ingérence américaine se faisait parfois sentir au niveau de la gestion interne du système financier allemand. Malgré des pressions des É-U sur le gouvernement, l'Allemagne a développé et mis en place des stratégies fiscales et monétaires qui étaient à l'encontre des suggestions américaines¹²⁰. Le peuple allemand avait une compréhension et un désir d'autodétermination suffisamment élevé pour rejeter des propositions étrangères lorsque celles-ci allaient à l'encontre de leur propre plan de relance. La gouvernance allemande en place saisissait l'importance d'un système économique européen compatible, mais pas au détriment de leur indépendance.

D'autres facteurs ont contribué à la reprise. En effet, après près de 15 ans de contrôle et d'interventionnisme sous la dictature nazie, la fin de ce régime a coïncidé avec une période florissante. Le début de l'économie sociale de marché suite à l'arrivée de Ludwig Erhard, le premier ministre fédéral de l'économie ont fait en sorte que ce dernier réussisse à remettre sur pied une économie prospère¹²¹. Le remplacement en 1948 de la monnaie utilisée, le reichsmark, qui souffrait d'inflation par une devise plus stable, le DM, a rétabli la confiance dans le système monétaire allemand¹²². Ceci a permis de remplacer graduellement les cartes de rations par une

¹¹⁸ The Fiftieth Anniversary of the Marshall Plan, « American studies journal », number 41, summer 1998, p. 16-17.

¹¹⁹ Ibid., p. 21.

¹²⁰ Ibid., p. 22.

¹²¹ Richard Reichel, « Germany's Postwar Growth: Economic Miracle or Reconstruction Boom? », p. 427.

¹²² The Fiftieth Anniversary of the Marshall Plan, « American studies journal », p. 27.

utilisation grandissante du DM. La conséquence directe a été une mise en place d'un système d'échange monétaire viable qui n'était plus axé sur les denrées telles que le pain ou les cigarettes. L'effet a été bénéfique, autant pour enrayer le commerce illicite que pour redonner un sentiment de libération économique à la population. Pour cet aspect, les alliées ont permis de mettre en place les conditions nécessaires à une reprise durable.

Toutefois, les fonds disponibles pour réinvestissement n'ont pas tous été justes, équitables ou efficaces. Certains cas de fraude ou de malversation ont eu lieu. De plus, malgré le bon vouloir et une grande volonté, certains projets se sont avérés désastreux, parfois en raison d'une gestion déficiente des fonds ou en raison d'un problème d'ordre économique tel que faillite. Les mentors américains n'étaient pas tous au fait des problèmes d'approvisionnement de matières premières en Allemagne. Les propositions et les plans d'affaires n'étaient pas tous viables ou faisables. Malgré la dévastation, le peuple allemand avait gardé une éthique de travail et une tendance à produire des produits de qualité versus de quantité. Les dirigeants d'industries tentaient parfois de mettre en place un système manufacturé mal adapté à la réalité allemande tel que des manufactures de produits de masse de basses qualités. À part certains accros, le système de mentorat a malgré tout permis de donner des connaissances et d'établir des partenariats avec d'autres entreprises.

3.6 Conclusion

À la lumière des faits présentés, il serait prétentieux d'attribuer exclusivement la relance de l'économie allemande au plan Marshall ou à une gestion étrangère. Certes, l'ERP a contribué à aider à la relance, par contre, si le plan avait été le principal facteur, les trois principaux pays récipiendaires auraient dû avoir un effet encore plus prononcé compte tenu de l'argent investi

dans leur pays. La réalité est que l'administration et l'utilisation des fonds a été beaucoup plus efficace en Allemagne de l'Ouest en raison d'une combinaison de facteurs internes au pays autre que le seul plan Marshall ou le GARIOA. Les plans de relance étrangers ont contribué à l'Allemagne pour l'aider à s'extirper d'une économie chancelante. Cependant, l'auto assistance et le désir de s'aider ont été des facteurs qui ont soutenu, à long terme, à bâtir une reprise solide. Le succès de la KfW sous le contrôle des Allemands sans la présence des alliés démontre clairement leur volonté d'indépendance et de l'importance d'avoir des dirigeants allemands compétents et imputables à la tête des institutions financières. L'essor de l'Allemagne a été possible en raison de l'héritage entrepreneurial des Allemands. La perspicacité de ses dirigeants et le haut niveau de connaissances économiques au sein de la nation ont fait en sorte d'extirper rapidement le pays de la pauvreté à un niveau des plus enviables. Aucun plan de relance ne peut se faire sans un profond désir de réussite de la population. Le principal mérite revient au désir d'autonomie et à la mise en place par le peuple de solutions allemandes pour un problème allemand.

CONCLUSION

Ce mémoire a démontré que l'Allemagne s'est commise et s'est investie dans son pays, s'assurant de contrôler sa destinée. La reconstruction d'un pays décimé par la guerre est complexe, spécialement lorsque le contexte politique change et que l'allié soviétique, avec qui la relance devait avoir lieu, devient la principale menace pour l'Europe. C'est dans cet environnement que la reconstruction d'une Allemagne déchue fut amorcée. Pendant le blocus, les Allemands ont prouvé leur résilience et leur désir d'autonomie, ce qui leur fut accordé en bonne partie suite à la levée du blocus de Berlin. La mise en place d'un gouvernement fut grandement facilitée par le fait que le pays était éthiquement et religieusement semblable et qu'il était soutenu par une élite politique convaincue de la démocratie. C'est lors des élections de 1949 que l'Allemagne a été en mesure d'assumer le contrôle politique de son pays suite à l'instauration d'une république à régime parlementaire. Cet événement a donné les instruments légaux nécessaires à la RFA pour s'affirmer comme une nation souveraine. Le retour d'un gouvernement démocratique a réussi à tempérer les craintes d'un pays comme la France et certains alliés. L'option d'un endoctrinement forcé dans les centres d'éducation a été écartée suite aux succès relatifs de la propagande nazie sur la population et les jeunes en particulier. L'éducation a aidé à faire la promotion de la libre pensée et de la démocratie, au travers de l'élaboration d'un nouveau curriculum académique soutenu par les Allemands. Ayant déjà possédé des universités et des centres de recherche de haut niveau, les Allemands ont été en mesure de remettre sur pied des centres académiques des plus modernes et d'en assumer l'enseignement.

Contrairement à la Première Guerre mondiale, plusieurs Allemands ont accueilli favorablement l'occupation des alliés afin de retrouver une certaine sécurité et de la stabilité. Les

forces constabulaires étrangères renforcées par des forces de l'ordre allemandes ont été en mesure de rétablir la sécurité dans un pays où l'instabilité avait créé des dommages.

L'intégration d'Allemands comme représentants des forces de l'ordre était non seulement essentielle pour permettre une transition graduelle, mais également pour rendre légitime la présence étrangère en Allemagne. La souveraineté territoriale des frontières a été l'un des premiers mandats que les Allemands ont pris sous leur commandement en coordination avec les forces constabulaires. Ce mandat de sécurité des frontières a donné l'opportunité aux policiers allemands de se rapprocher de la population et a permis la mise en place du premier bassin de candidats pour remettre sur pied une armée allemande. Il est évident que le plan de défense européen et la participation de l'Allemagne à la CED ont été les éléments qui ont permis à la RFA de retrouver son autonomie militaire. Grâce à leurs connaissances militaires, les Allemands ont réussi à constituer une armée du peuple en contraste à l'ancienne armée nazie indépendante du gouvernement. Cette armée a permis à l'Allemagne de collaborer avec les autres pays et à contribuer dans le plan de défense européen. En peu de temps, elle est passée du principal ennemi à une force essentielle à la stabilité de l'Europe et plus tard à l'OTAN.

Les plans de relance et les contributions humanitaires étrangères ont été essentiels pour stabiliser le pays et mettre en place les conditions gagnantes à une reprise durant. Le plan GARIOA a rempli un rôle humanitaire et alimentaire de premier plan à la fin de la guerre. Le plan Marshall fut mieux élaboré, car les modes de remboursement permettaient un effet de levier dans les investissements en Allemagne, sans trop se compromettre dans les finances internes du pays. Le remplacement du DM a permis de redonner confiance aux marchés ainsi qu'au système monétaire. Ce geste a permis de complètement relancer le système d'échange économique à l'intérieur du pays et réduire sensiblement les échanges illicites. Par la suite,

l'Allemagne s'est investie et s'est commise dans la reprise économique grâce à la KfW comme instrument de financement. Après avoir pris le contrôle de cette institution, les alliés ne pouvaient que constater la grande expertise économique à utiliser cette banque centrale comme levier économique. L'héritage entrepreneurial des Allemands a pris le relais pour permettre la remise en place d'industries et d'un système manufacturier efficient. Les dirigeants ont été en mesure de sortir la population de la pauvreté en utilisant au maximum leurs connaissances et leur professionnalisme afin d'accroître la production manufacturière du pays. Il a été prouvé que l'implémentation d'une banque ou d'un système économique peut se planifier de l'extérieur, mais c'est vraiment les individus allemands et la population qui font en sorte de relancer une économie de façon durable ce qui a contribué au succès de la reconstruction.

La population allemande était à la fois éduquée et qualifiée dans plusieurs domaines. Reconstruire les routes et les infrastructures à des endroits où elles avaient déjà existé fut une opportunité de moderniser le pays. Le désir d'autonomie ainsi que le capital et le patrimoine immatériel a été primordial à chacun des chapitres présentés pour assurer le succès. Il a été démontré que les principales raisons du succès de la reconstruction proviennent de facteurs endogènes de l'Allemagne plutôt que de l'implication directe de nations étrangères.

Le modèle de reconstruction de l'Allemagne ne peut pas nécessairement être un modèle que l'on peut appliquer intégralement à un autre pays. Les circonstances particulières d'un pays peuvent faire en sorte qu'un plan similaire ne fonctionne pas. Dans le cas de l'Allemagne, le capital immatériel que ce pays possédait ne peut pas s'exporter ou s'instaurer à court terme dans une autre nation. Les Allemands acceptaient la défaite et comprenaient l'importance de s'impliquer afin d'améliorer leur sort. C'est précisément en raison de ces aspects que la

reconstruction a été un si grand succès. Le désir d'autonomie et de vouloir s'aider¹²³ d'une population ne peut se faire imposer par une autre nation. L'argent pour un plan de relance et les investissements sont aussi importants que les bases de la société où la reconstruction a eu lieu. Les infrastructures peuvent être relativement faciles à reconstruire, mais les connaissances intellectuelles et le désir de sortir de sa torpeur ne peuvent pas se faire imposer à court terme.

L'histoire ne se répète pas intégralement, mais il serait pertinent d'effectuer une analyse des facteurs de réussite de la reconstruction en Allemagne et de la comparer aux résultats obtenus avec des plans de relance similaires tels que l'Afghanistan ou l'Irak. La différence de l'environnement et du capital immatériel peuvent-ils, à eux seuls, expliquer les résultats de la reconstruction dans ces pays? Les É-U ont-ils pleinement pris en considération les leçons apprises de l'Allemagne ou bien le résultat provient d'autres facteurs qui n'étaient pas présents en Allemagne?

¹²³ Self help

BIBLIOGRAPHIE

Livres et revues

Ahonen, Pertti. « On Forced Migrations: Transnational Realities and National Narratives in Post-1945 (West) Germany », *German History* 32, no. 4, 2014.

Bebler, Anton. « Civil-Military Relations in Post-Communist States », Westport, 1997.

Behrman, Greg. « The Most Noble Adventure, New York : Free Press », 2007.

Breitman, Richard. U.S. « Intelligence and the Nazis », Cambridge : Cambridge University Press, 2005.

Corum, James S. « Corum, Rearming Germany », Leiden, 2011.

Dichter, Heather L. « Rebuilding Physical Education in the Western Occupation Zones of Germany, 1945–1949 », *History of Education Volume* 41, no 6, novembre 2012.

Gott, Kendall D. « Mobility, Vigilance, and Justice: The US Army Constabulary in Germany », 1946-1953, *Combat Studies Institute Press*, 2012.

Grünbacher, Armin. « Reconstruction and Cold War in Germany », Aldershot, Hampshire, England: Ashgate, 2004.

Julien, Elise et Robert Frank. *Les rapports Franco-Allemands à Berlin*, édition Harmattan, Paris, 1999.

Knowles, Christopher. « The British Occupation of Germany, 1945–49 », *The RUSI Journal*, Volume 158, numéro 6, 2013.

Komp, Lothar. « How Germany Financed its Postwar Reconstruction », *EIR* volume 26, juin 25, 1999.

Muhlen, Norbert. « Review of the United States in Germany, 1944-1955 », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Sage Publications inc, 1958.

Poidevin, Raymond et Bariéty Jacques. *Les relations Franco-Allemandes, 1815-1975*, Armand Colin collection, Paris, 1977.

Reichel, Richard. « Germany's Postwar Growth: Economic Miracle or Reconstruction Boom? », *Cato journal*, Vol 21, No 3, 2002.

Stern, Susan. « The Marshall Plan, 1947-1997 : a German View », Bonn : Inter Nationes, 1997.

The Fiftieth Anniversary of the Marshall Plan. « *American Studies Journal* », numéro 41, été, 1998.

Winkler, Winkler. *Histoire de l'Allemagne, XIXe-XXe siècle*, Fayard, Paris, 2005.

Sources électroniques

1949 : the Birth of Modern German Democracy, consulté le 2 avril 2016,
<http://www.thelocal.de/20150910/bonn-1949-the-birth-of-the-bundestag>

Albrecht Ritschl, Germany, Greece and the Marshall Plan, The Économist, consulté le 22 mars 2016, <http://www.economist.com/blogs/freeexchange/2012/06/economic-history>.

Allemagne : institutions, consulté le 4 mai 2016,
http://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Allemagne%C2%A0_institutions/104885

Armin Grünbacher, Reconstruction and Cold War in Germany, Aldershot, Hampshire, England : Ashgate, 2004. p. 25-31.

BBC, Germany's Final Measures in World War Two, consulté le 30 mars 2016,
http://www.bbc.co.uk/history/worldwars/wwtwo/desperate_measures_01.shtml

BBC, The Treatment of Women and Young People, consulté le 24 mars 2016,
http://www.bbc.co.uk/schools/gcsebitesize/history/tch_wjec/germany19291947/2economicsocialpolicy3.shtml

BBC, The Treatment of Young People, consulté le 24 mars 2016,
http://www.bbc.co.uk/schools/gcsebitesize/history/tch_wjec/germany19291947/2economicsocialpolicy4.shtml

Berlin, National Capital, consulté le 17 avril, <http://www.britannica.com/place/Berlin>

CRS Report for Congress, U.S. Occupation Assistance : Iraq, Germany and Japan Compared, 23 mars 2006, consulté le 1 mars 2016, <https://www.fas.org/crs/natsec/RL33331.pdf>, p.7.

Der Spiegel, From Dictatorship to Democracy : The Role Ex-Nazis Played in Early West Germany, consulté le 16 avril 2016, <http://www.spiegel.de/international/germany/from-dictatorship-to-democracy-the-role-ex-nazis-played-in-early-west-germany-a-810207.html>

Encyclopædia Britannica Academic, « Yalta Conference », consulté le 7 décembre 2015,
<http://academic.eb.com/EBchecked/topic/651424/Yalta-Conference>.

Germany, Ethnic Groups, consulté le 16 avril 2016,
<http://www.britannica.com/place/Germany/Ethnic-groups#toc58006>

History, Churchill Delivers Iron Curtain Speech, consulté le 26 mars 2016,
<http://www.history.com/this-day-in-history/churchill-delivers-iron-curtain-speech>

History, consulté le 21 janvier 2016, <http://www.history.com/topics/cold-war/berlin-blockade>, consulté le 21 janvier 2016.

History, Genocide, consulté le 23 février 2016, <http://www.history.co.uk/study-topics/history-of-ww2/genocide>

History, Germany's Accession to NATO : 50 Years On, consulté le 21 février 2016,
<http://www.nato.int/docu/review/2005/issue2/english/history.html>

International Bank for Reconstruction and Development, consulté le 22 mars 2016, <http://www.worldbank.org/en/about/what-we-do/brief/ibrd>.

Kherrazi Soufiane, Repenser l'économie à partir du capital immatériel, consulté le 3 avril 2016, <https://www.contrepoints.org/2014/08/12/176772-repenser-leconomie-a-partir-du-capital-immateriel>

Korean War, consulté le 5 avril 2016, <http://www.history.com/topics/korean-war>

Larousse, République fédérale d'Allemagne, consulté le 29 mars 2016, <http://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Allemagne/104884>

Larousse, traité de Versailles, consulté le 18 avril 2016, http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/trait%C3%A9_de_Versailles/148669

Milestones : 1945–1952, Kennan and Containment, 1947, consulté le 13 décembre 2015, <https://history.state.gov/milestones/1945-1952/kennan>

Ministre fédérale de la Défense, L'histoire de la Bundeswehr, consulté le 4 avril 2016, http://www.bmvg.de/portal/a/bmvg/!ut/p/c4/FY1BDsMgDMB-RO677RVdd0GBpiEC0ipk7fdH5aMtGb4wUbyE0eVQbPCBNcsr3SH1i8OQXMgKiY_zaOJSQ_rpRuOmYoFp5DILp4C6IylTnDZWbE4WqwkxLM-iMay7wdn7-w-Olyfd/

NASA, World War II and the National Advisory Committee for Aeronautics, consulté le 27 mars 2016, <http://www.nasa.gov/centers/langley/news/factsheets/WWII.html>

Post-War Reconstruction, Institute of Education Archives Subject Guide No. 4, consulté le 30 mars 2016, [http://www.ioe.ac.uk/services/documents/SG4_post-war_educational_reconstruction_\(March_2009\).pdf](http://www.ioe.ac.uk/services/documents/SG4_post-war_educational_reconstruction_(March_2009).pdf)

Press release (63) 4, consulté le 1 avril 2016, <http://archives.nato.int/major-general-wolf-graf-von-baudissin-appointed-commandant-of-nato-defence-college;isad>

Second World War, consulté le 8 décembre 2015, <http://www.theguardian.com/world/2009/sep/11/second-world-war-rebuilding>

The German Way & More, The Federal Police, consulté le 2 avril 2016, <http://www.german-way.com/history-and-culture/germany/the-police/>

The U.S. Constabulary in Post-War Germany, consulté le 5 avril 2016, <http://www.history.army.mil/html/forcestruc/constab-ip.html>

The Weimar Republic (1918 — 1933), consulté le 12 avril 2016, https://www.bundestag.de/htdocs_e/artandhistory/history/parliamentarism/weimar

Traité de Paris, consulté le 29 mars 2016, <http://mjp.univ-perp.fr/europe/1951ceca.htm>

United States Constabulary, consulté le 5 avril 2016, <http://usconstabulary.com/>

USAID, What we do, consulté le 17 mars 2016, <https://www.usaid.gov/what-we-do/agriculture-and-food-security>

West Germany, consulté le 17 avril 2016,
http://www.newworldencyclopedia.org/entry/West_Germany